

Secrétariat à la condition féminine

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2020-2021**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE

Secrétariat à la condition féminine (SCF)

1. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
2. Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2019-2020 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.
3. Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement.
4. Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.
5. Liste de l'effectif en poste au Secrétariat à la condition féminine pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions des besoins pour 2020-2021.

Formations, conférences, technologies de l'information et autres

6. Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activités (incluant hors Québec) auxquels ont participé les employés du ministère et membres relevant du cabinet du ministre. Indiquer :
 - a. le lieu et la date;
 - b. le coût;
 - c. le nombre de participants;
 - d. le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
7. Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2019-2020 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux.

Données sur la place des femmes dans les lieux décisionnels

8. Nombre total de juges, au 31 mars 2020, pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les cours avec une sous-représentation féminine.

9. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels au sein des conseils municipaux.
10. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.
11. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des ordres professionnels. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine.
12. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des universités. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les universités avec une sous-représentation féminine.
13. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des CISSS, CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les établissements avec une sous-représentation féminine.
14. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2019. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.
15. Liste des mesures initiées afin de sensibiliser les entreprises à l'équité salariale entre les emplois féminins et les emplois masculins, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.
16. Liste des mesures initiées afin de valoriser l'entrepreneuriat chez les femmes, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Comités interministériels

17. Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et de ceux impliquant d'autres partenaires, auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :
 - a. le(s) mandat(s);
 - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c. les rencontres tenues en 2019-2020;
 - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2019-2020;
 - e. les rencontres prévues en 2020-2021 avec l'objet et l'échéancier.

Plan d'action gouvernemental en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015

18. Fournir la liste des projets mis en œuvre entre la production du bilan, en novembre 2015, et le 31 mars 2020. Fournir également les projets prévus pour 2020-2021.
19. État de situation, au 31 mars 2020, du nombre de personnes ayant suivi une formation en ligne sur les ADS (incluant les formations régionales), dans le cadre de la poursuite de l'offre de services de sensibilisation et de formation auprès des hautes autorités, des gestionnaires et du personnel professionnel dans les ministères et les organismes gouvernementaux, les CRÉ et les Villes.
20. État de situation, au 31 mars 2020, de la liste des ministères et organismes ayant systématisé l'intégration des ADS dans leurs processus. Préciser également pour chaque ministère et organisme la nature des mécanismes internes institués, les sommes et les ETC dédiés en 2020-2021.
21. État de situation, au 31 mars 2020, du nombre de formateurs et de formatrices soutenu par le SCF. Préciser les sommes et les ETC dédiés en 2020-2021. Préciser ce qu'il est advenu des formateurs et formatrices soutenus dans le cadre des ententes régionales.
22. État de situation, au 31 mars 2020, des instances en place pour maintenir et consolider les ADS. Préciser le nombre de rencontres tenues en 2020-2021 par le comité directeur et le comité interministériel en ADS.
23. État de situation, au 31 mars 2020, quant au développement d'une approche promotionnelle auprès des ministères et organismes, des villes et des instances régionales et locales. Préciser notamment les sommes et les ETC dédiés en 2019-2020.
24. État de situation, au 31 mars 2020, de l'organisation d'un forum sur les ADS.

Plan d'action gouvernemental 2018-2021 en matière de violence conjugale

25. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2019-2020 dans la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.
26. Indiquer le nombre de rencontres que le Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et ses sous-comités ont dédié, en tout ou en partie, à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de violence conjugale en 2020-2021.
27. Indiquer le financement récurrent à la mission accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.
28. Fournir la ventilation de l'utilisation des 69,7 M\$ annoncés dans le budget 2019-2020 pour contrer la violence conjugale. Ventiler par catégorie (Consolider et accroître la capacité d'accueil des maisons d'hébergement pour les femmes et les enfants victimes de violence

conjugale, Améliorer le traitement judiciaire des dossiers en matière de violence conjugale), par région, par année. Nommer les organismes financés par région.

29. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 par le SCF pour les femmes immigrantes victimes de violence conjugale, par région, ainsi que les prévisions pour l'année 2020-2021.
30. Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 pour accompagner les femmes victimes de violence conjugale. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. aide psychologique adaptée;
 - c. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - d. aide pour les enfants;
 - e. aide juridique;
 - f. autres.

Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

31. Plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle : indiquer les mesures prises en 2019-2020 relatives au prolongement du plan d'action et les sommes qui lui ont été dédiées.
32. Indiquer les mesures et les sommes engagées, par région, en 2019-2020 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles. Prévisions pour 2020-2021.
33. Indiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2019-2020 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles. Prévisions pour 2020-2021.
34. Indiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2019-2020 par le SCF pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle. Prévisions pour 2020-2021.
35. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
36. Ventilation détaillée des sommes allouées concernant l'offre de formation en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès des femmes et des enfants victimes de violences sexuelles.
37. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
38. Préciser le nombre de rencontres tenues par le sous-comité « volet autochtone » en 2019-2020 pour élaborer une stratégie spécifique d'intervention pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

39. Préciser si un bilan des consultations particulières menées auprès des organisations autochtones en 2019-2020 en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle a été produit par le SCF.
40. Indiquer, pour chacune des 91 actions de la Stratégie 2016-2021, les sommes qui leur sont dédiées, ventilées annuellement. Distinguer les nouvelles actions des actions reconduites ou récurrentes.
41. Ventilation détaillée des sommes accordées par le SCF en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, par région, incluant les groupes, et prévisions pour 2020-2021.
42. Indiquer quelles actions de la Stratégie 2016-2021 ont déjà été entamées, et les sommes qui ont été utilisées à cet effet.
43. Préciser la structure de suivi de la Stratégie 2016-2021 pour s'assurer de l'état de situation de sa mise en œuvre ou les résultats et le suivi de son évaluation. Fournir l'organigramme et la liste des membres de tous les mécanismes d'évaluation et de suivi.
44. Préciser, au 31 mars 2020, si le comité des sous-ministres coprésidé par le SCF et le ministère de la Justice remplit toujours son rôle de s'assurer de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.
45. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité des sous-ministres coprésidé par le SCF et le ministère de la Justice en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.
46. Préciser quelle part occupent les rencontres bilatérales parmi toutes les rencontres tenues en 2019-2020 au sein du Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et des sous-comités.
47. Préciser de qui relève, au 31 mars 2020, le comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale. Préciser également si le ministère de la Sécurité publique demeure coresponsable, avec le SCF, du volet « exploitation sexuelle ».
48. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.

49. Indiquer le suivi donné à chacune des recommandations de l'avis du Conseil du statut de la femme sur la prostitution, les sommes cumulées et les ETC associés à chaque mesure prise depuis la publication de l'avis.
50. Préciser les actions menées par le SCF en date du 31 mars 2020 pour que soit supprimée la promotion de services sexuels dans les petites annonces des journaux, les médias électroniques, Internet et dans l'espace public (panneaux publicitaires ou autres), tel que l'a recommandé le Conseil du statut de la femme dans son avis de 2012.
51. Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 pour accompagner les femmes victimes de violences sexuelles. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. aide psychologique adaptée;
 - c. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - d. aide pour les enfants;
 - e. aide juridique;
 - f. autres.
52. Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 pour aider les personnes prostituées à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. services de désintoxication;
 - c. aide psychologique adaptée;
 - d. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - e. aide juridique afin d'obtenir un pardon pour les condamnations liées à la communication à des fins de prostitution;
 - f. autres.
53. Indiquer les intentions du SCF concernant la réalisation d'une vaste campagne d'information auprès de la population en général et des clients en particulier afin de décourager l'achat de services sexuels et de montrer les préjudices qui découlent de la prostitution, tel que l'a recommandé le Conseil du statut de la femme dans son avis de 2012.
54. Indiquer quelles mesures seront déployées dans le cadre de la Stratégie 2016-2021 concernant la responsabilité des municipalités en matière d'exploitation sexuelle. Indiquer les sommes investies en 2019-2020 et celles prévues en 2020-2021.
55. Indiquer si le SCF prévoit, en 2020-2021, le déploiement de mesures ciblant les agresseurs potentiels dans les interventions destinées aux enfants et aux adolescents, et non seulement celui de mesures s'adressant aux victimes potentielles (recommandation

du Conseil du statut de la femme dans son mémoire sur le rapport sur la mise en œuvre du plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle).

56. Fournir l'état d'avancement des travaux pour déposer un plan de mesures et un cadre financier pour la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2016-2021.
57. Fournir la ventilation de l'utilisation de l'investissement additionnel de 25M\$ annoncé le 14 décembre 2018 dans le cadre du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuel. Ventiler par catégorie (Soutenir les activités de prévention des agressions sexuelles, Favoriser la réception des dévoilements et des dénonciations d'agressions sexuelles et Bonifier l'aide et l'accompagnement des victimes, notamment dans le cadre du processus judiciaire) et par année.

Rapports égalitaires à l'école

58. Indiquer les actions concrètes implantées à la suite des travaux des trois comités suivants en 2019-2020, et celles prévues en 2020-2021 :
- a. Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire;
 - b. Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires;
 - c. Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité.
59. Indiquer les suites données à l'avis du Conseil du statut de la femme sur l'égalité entre les sexes en milieu scolaire. Indiquer quelles suites ont été données en 2019-2020 aux recommandations de l'avis qui touche le SCF. Indiquer si des sommes et des ETC ont été dédiés à cette fin.
60. Indiquer si le SCF a été consulté pour l'élaboration du projet pilote d'éducation à la sexualité. Indiquer si le SCF est impliqué dans l'évaluation de la mesure depuis son instauration. Indiquer les ETC dédiés au suivi.

Emploi

61. Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
62. Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2019-2020, ainsi que les actions prévues pour 2020-2021. Indiquer les montants consacrés par le SCF.

Femmes autochtones et immigrantes

63. Bilan et liste des mesures initiées auprès des femmes autochtones, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.
64. Bilan et liste des mesures initiées auprès des femmes immigrantes, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.
65. *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.
66. Préciser si un bilan des consultations particulières menées auprès des organisations autochtones en 2019-2020 en matière d'agressions et d'exploitation sexuelles a été produit par le SCF.

Ententes de partenariat

67. Fournir les sommes allouées en 2019-2020 et celles prévues en 2020-2021 pour le soutien à la mission des 16 groupes spécialisés en matière d'employabilité féminine. Ventiler par organisme. Indiquer le nombre de rencontres tenues avec les groupes par le SCF en 2019-2020.
68. Table des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Liste de l'effectif lié à ce projet, incluant le mandat et la rémunération.
69. Projets financés dans le cadre du programme de soutien financier « Initiative de partenariat – Égalité entre les femmes et les hommes » (incluant les ententes administratives en égalité) du SCF en 2019-2020. Pour chacun, indiquer, par région :
 - a. la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b. la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c. les critères de sélection et les sommes octroyées.
70. Appel de projets nationaux, locaux et régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lancé en 2019-2020 par le SCF, dans le cadre du programme de soutien financier « Initiative de partenariat – Égalité entre les femmes et les hommes » : fournir la liste des projets financés. Ventiler par projet déposé en fournissant :
 - a. le nom de l'organisation ayant déposé un projet;
 - b. la nature de l'organisation, par exemple : MRC, municipalités, organisations parapubliques des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou du développement régional et local / organismes à but non lucratif, milieux autochtones;
 - c. si oui ou non le projet a été déposé en format « partenariat »;
 - d. le montant soumissionné pour le projet;
 - e. le résumé du projet proposé;
 - f. le cas échéant, les étapes d'analyse franchies pour le projet;
 - g. le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet.

Fournir la liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de-projets.
71. Projets financés dans le cadre du Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes du SCF en 2019-2020. Pour chacun, indiquer, par région :
 - a. la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b. la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c. les critères de sélection et les sommes octroyées.

72. Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.
73. Détail des travaux engagés et à venir concernant la gestation pour autrui.

Conseil du statut de la femme (CSF)

74. Concernant le bureau de la présidence du CSF :
 - a. nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
 - d. liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
75. Nombre de rencontres tenues entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2019-2020.
76. Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2019-2020.
77. Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années. Fournir les prévisions pour 2020-2021.
78. Organigramme du CSF en date du 31 mars 2019.
79. Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2019-2020.
80. Fournir, pour 2019-2020, la liste des documents produits suivants :
 - a. avis;
 - b. mémoires;
 - c. études;
 - d. communications publiques;
 - e. statistiques.
81. Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2019-2020.
82. Liste des tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.
83. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

P. 1 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.

Le cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et le cabinet de la ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine sont informés des réponses transmises aux demandes d'accès à l'information selon les modalités convenues avec les autorités du Ministère.

P.2 POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2019-2020 ET POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX QUI ONT OBTENU UN POSTE PERMANENT.

2019-2020 (en date du 31 mars 2020)

Secteur	SCF
Tous les statuts	30
Régulier	26
Occasionnel	4
Pourcentage (%) d'employés occasionnels	13
Nombre d'employés devenus permanents	1
Pourcentage (%) d'employés devenus permanents	20

P. 3 NOMBRE DE POSTES VACANTS ABOLIS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET PAR ÉTABLISSEMENT.

Concernant le Secrétariat à la condition féminine, aucun poste vacant n'a été aboli au cours de la dernière année.

P. 4 NOMBRE DE POSTES VACANTS OU DE CONGÉS NON COMBLÉS AU COURS DE LA DERNIÈRES ANNÉE, PAR RÉGION.

Au 31 mars 2020 : il y a 2 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

P. 5 LISTE DE L'EFFECTIF EN POSTE AU SÉCRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LES PRÉVISIONS DES BESOINS POUR 2020-2021

Veillez vous référer à la question 15 des renseignements généraux.

- P. 6 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, MISSIONS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS (INCLUANT HORS-QUÉBEC) AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET MEMBRES RELEVANT DU CABINET DE LA MINISTRE. INDIQUER :
- A. LE LIEU ET LA DATE;
 - B. LE COÛT;
 - C. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
 - D. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.
-

Veillez vous référer à l'annexe 1.

Date	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2019-05-01	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel 2019 : « Plus que fonctionnaire, je suis la relève! »	2	Québec	180,00 \$
2019-05-07	Le Centre de leadership et de développement des compétences	Formation rédaction Web	12	Québec	2 735,00 \$
2019-05-31	Ministère du Conseil exécutif	Rédaction de mémoires	1	Québec	0,00 \$
2019-08-20	Université de Montréal	Université d'été formation Trajetvi Violence conjugale et violence faite aux femmes	1	Montréal	205,00 \$
2019-08-24	Université de Montréal	Université d'été formation Trajetvi Violence conjugale et violence faite aux femmes	1	Québec	200,00 \$
2019-06-13	Versalys	Excel intermédiaire - Les fonctions	2	Québec	0,00 \$
2019-06-21	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Journée de sensibilisation aux réalités autochtones	4	Québec	0,00 \$
2019-06-27	Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents	« Extrémismes et radicalisation au Québec et au Canada : état des lieux et enjeux »	1	Québec	0,00 \$
26 et 27 août 2019	Présentateurs variés (SQ, SPVM, GRC, etc.)	Formations de mise à niveau à l'intention des membres de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	1	Québec	0,00 \$
2019-09-26	Centre de leadership et de développement des compétences	Réunion efficace	1	Québec	0,00 \$
2019-10-22	Directeur des poursuites criminelles et pénales	Formation sur les infractions criminelles (violences sexuelles et conjugale)	9	Québec	0,00 \$
2019-10-24	CIUSSS de la Capitale-Nationale et la Table régionale de Québec sur l'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile	Colloque De la ruelle au virtuel : l'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile en 2019	1	Québec	0,00 \$
1 an	École nationale d'administration publique	Réalisation du Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe	3	Québec	10 200,00 \$
2019-12-09	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	Formation affaires intergouvernementales 101	2	Québec	0,00 \$
2019-12-11	Le Centre de leadership et de développement des compétences	Techniques interactives et collaboratives pour améliorer l'efficacité des rencontres	1	Québec	0,00 \$
2020-02-12	Direction des ressources humaines du MEES	Formation d'accueil	1	Québec	0,00 \$
2020-02-17	Direction des ressources matérielles et de la gestion contractuelle du MEES	La gestion contractuelle au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	1	Québec	0,00 \$
2020-02-18	Sandra Gravel	Écriture stratégique	1	Québec	0,00 \$
2020-02-24	Direction des ressources matérielles et de la gestion contractuelle du MEES	Démystifier les contrats et les ententes de services au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	1	Québec	0,00 \$

P. 7 LISTE DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2019-2020 ET LE BUDGET ALLOUÉ POUR LA TENUE DE CHACUN D'EUX.

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Photomédia, Reprografic, Fleuriste du Faubourg, Pontbriand, Assemblée nationale, Catherine Perrin, Louis Solem, Photomédia,	Prix Égalité Thérèse-Casgrain 2020	Gré à gré	13 171 \$	Tenue d'une activité de reconnaissance dans le cadre du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.
Rose-Marie Charest, Léa Clermont-Dion, Alix Gagnon, Marie-Claude Barrette, Restaurant le Parlementaire	Panel de discussion	Gré à gré	12 053 \$	Tenue du panel de discussion « L'hostilité en ligne visant les femmes » afin d'informer et outiller les élues de l'Assemblée nationale en matière de cyberharcèlement.
Restaurant le Parlementaire, Le Rouge Vin	Atelier de discussion	Gré à gré	626 \$	Tenue du petit-déjeuner du comité femmes de l'Amicale des anciens parlementaires
Restaurant le Parlementaire, Fairmont le Château Frontenac	Atelier de discussion	Gré à gré	4 919 \$	Tenue de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones
Centre St-Pierre	Consultations	Gré à gré	524 \$	Tenue de consultations en vue du Forum des partenaires en égalité
Centre St-Pierre, La Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve, frais de déplacement des personnes participantes	Atelier de discussion	Gré à gré	1 378 \$	Rencontre des personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution
Cégep de Sainte-Foy, Coopsco Sainte-Foy	Atelier de discussion	Gré à gré	1 069 \$	Perspective jeunesse : La violence dans les relations intimes ou amoureuses chez les 15 à 19 ans
Françoise Guénette, Innutelecom, Centre Mont-Royal, Christian Blais Photographe, Fleuriste Centre-Ville, Stage Vision	Consultations	Gré à gré	38 386 \$	Tenue du Comité de travail en violence conjugale et du Forum des partenaires en égalité les 26 et 27 février 2020 visant à assurer la pertinence et la cohérence des interventions gouvernementales

P. 8 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2020, POUR CHAQUE COUR DE JURIDICTION QUÉBÉCOISE. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2019-2020 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES COURS AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du Secrétariat à la sélection des candidats à la fonction de juge du ministère de la Justice.

P. 9 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES DÉCISIONNELS AU SEIN DES CONSEILS MUNICIPAUX.

Cette question relève du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

P.10 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, AU SENS DE LA *LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT*.

Cette question relève du Secrétariat aux emplois supérieurs.

P.11 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS. INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2019-2020 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES ORDRES AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de la Justice.

P.12 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES UNIVERSITÉS.
INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2019-2020 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES UNIVERSITÉS AVEC UNE SOUS-
REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

P.13 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES CISS, CIUSSS ET DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ NON FUSIONNÉS. INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2019-2020 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES ORDRES AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P.14 NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT UN POSTE DE SOUS-MINISTRE, DE SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE, DE SOUS-MINISTRE ADJOINTE OU DE DIRIGEANTE D'ORGANISME EN DATE DU 31 MARS 2020. INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2019-2020 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du Secrétariat aux emplois supérieurs.

P. 15 LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN DE SENSIBILISER LES ENTREPRISES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ENTRE LES EMPLOIS FÉMININS ET LES EMPLOIS MASCULINS, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2019-2020. PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

La sensibilisation des entreprises à l'équité salariale ne relève pas de la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine, mais de la responsabilité de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

L'orientation 2.4 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* vise à valoriser et encourager l'entrepreneuriat chez les femmes. Les projets ci-dessous concourent à cet objectif.

Montants versés en 2019-2020

Organisme	Titre	Description	Année de l'annonce	Durée	Montants 2019-2020
Projets nationaux					
Réseau des femmes d'affaires du Québec (RFAQ)	Formations femmes entrepreneures concernant les appels d'offres publics	Offrir aux femmes entrepreneures des activités de formation concernant les appels d'offres publics	2019-2020	1 an	40 000 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec (RFAQ)	VirtuELLES : Formations pour entrepreneures	Créer des formations virtuelles flexibles et adaptées aux entrepreneures.	2019-2020	2 ans	139 464 \$
OsEntreprendre	L'aventure entrepreneuriale de femmes inspirantes	Faire rayonner des modèles diversifiés de femmes qui ont osé prendre le chemin de l'entrepreneuriat, notamment dans des secteurs d'activités majoritairement investis par les hommes	2018-2019	2 ans	16 000 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Projet de recherche sur le travail invisible des agricultrices	Documenter le travail invisible des agricultrices et développer un outil de calcul de la valeur de ce travail	2018-2019	2 ans	5 650 \$
Projets régionaux					
Chambre de commerce et d'industrie de Deux-Montagnes	Soyez fière entrepreneure	Encourager et accompagner les femmes sur le chemin de l'entrepreneuriat	2017-2018	3 ans	14 787 \$
Fonds communautaire d'accès au micro-crédit	Programme de mentorat de groupe au féminin des Basses-Laurentides	Création d'un groupe de mentorat féminin afin de développer et de consolider la fibre entrepreneuriale des femmes qui possèdent leur propre entreprise	2019-2020	2 ans	8 031 \$

- P. 17 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, COMITÉS DE VIGILANCE, ET DE CEUX IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES EN 2018-2019 ET 2019-2020. VENTILER PAR SOUS-MINISTÉRIAT ET PAR ORGANISME ET INDIQUER, POUR CHACUN :
- A. LE(S) MANDAT(S);
 - B. LA LISTE DES MEMBRES (INCLUANT LES MEMBRES EXTERNES, OBSERVATEURS OU PROVISOIRES);
 - C. LES RENCONTRES TENUES EN 2018-2019;
 - D. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RENCONTRES TENUES EN 2019-2020;
 - E. LES RENCONTRES PRÉVUES EN 2019-2020 AVEC L'OBJET ET L'ÉCHÉANCIER.
-

Veillez vous référer à la question 87 des renseignements généraux.

Dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, le gouvernement du Québec redéfinit l'approche gouvernementale concernant l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). Cette approche est maintenant plus ciblée et plus pragmatique, s'appliquant à des domaines où sont menées des initiatives structurantes abordant des inégalités persistantes et préoccupantes.

En 2019-2020, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) en collaboration avec le Cercle des femmes parlementaires a offert une formation d'initiation à l'ADS à l'ensemble de la députation de l'Assemblée nationale, une première en l'occurrence. Au total, 11 femmes élues et 8 hommes élus ont suivi la formation.

Le SCF a prévu mettre sur pied un comité de travail sur l'ADS et l'intersectionnalité impliquant des partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux. L'annonce de trois comités de travail, dont celui-ci, a été faite lors du Forum des partenaires en matière d'égalité en février 2020. Ces comités permettront d'assurer la concertation et les échanges sur certains sujets clés en vue de guider l'action gouvernementale vers une nouvelle Stratégie Égalité.

En octobre 2019, le SCF a publié sur son site Internet 17 portraits statistiques régionaux de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces portraits consistent en une présentation vulgarisée de données quantitatives factuelles.

En juillet 2019, l'Institut Femmes, Sociétés, Égalité et Équité de l'Université Laval a été mandaté par le SCF pour documenter les enjeux soulevés par des considérations intersectionnelles sur l'égalité entre les femmes et les hommes, à la lumière de l'actualisation de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) au Canada, de même que dans des administrations provinciales et municipales canadiennes. Le rapport est prévu pour le 31 octobre 2020.

L'accompagnement du SCF en matière d'ADS se poursuit pour la mise en œuvre et pour le suivi et l'évaluation de projets gouvernementaux suivants :

- *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022* (Secrétariat aux aînés);
- *Réforme du mode de scrutin* (Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques);
- *Plan d'action gouvernemental en matière d'intimidation* (ministère de la Famille - en cours d'élaboration);
- *Réforme du droit de la famille* (ministère de la Justice – en cours d'élaboration).

P. 19 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DU NOMBRE DE PERSONNES AYANT SUIVI UNE FORMATION EN LIGNE SUR LES ADS (INCLUANT LES FORMATIONS RÉGIONALES), DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE L'OFFRE DE SERVICES DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUPRÈS DES HAUTES AUTORITÉS, DES GESTIONNAIRES ET DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, LES CRE ET LES VILLES.

Dans la foulée de la redéfinition de l'approche gouvernementale concernant l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) annoncée dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, la formation ADS se fait davantage de manière ciblée. En effet, les professionnelles et professionnels portant les projets gouvernementaux ciblés pour l'accompagnement dans l'application de l'ADS ont été formés par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). L'accompagnement du SCF en matière d'ADS se poursuit pour la mise en œuvre et pour le suivi et l'évaluation de projets gouvernementaux suivants :

- *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022* (Secrétariat aux aînés);
- Réforme du mode de scrutin (Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques);
- Plan d'action gouvernemental en matière d'intimidation (ministère de la Famille - en cours d'élaboration);
- Réforme du droit de la famille (ministère de la Justice – en cours d'élaboration).

Le SCF a également répondu à deux demandes de formation de sensibilisation à l'ADS en 2019-2020 :

- En collaboration avec le Cercle des femmes parlementaires, le SCF a offert une formation d'initiation à l'ADS à l'ensemble de la députation de l'Assemblée nationale, une première en l'occurrence. Au total, 11 femmes élues et 8 hommes élus ont suivi la formation.
- Le SCF a offert une formation au sein de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Au total, six personnes ont été formées.

En février 2020, le SCF a organisé le Forum des partenaires en égalité à Montréal. Ouvert à tous les organismes associatifs et ministères concernés, son programme incluait trois ateliers, dont celui intitulé « Défis de repositionnement de l'État québécois : l'ADS sur le chemin de l'intersectionnalité ». Cet événement a de plus été l'occasion pour annoncer la création du comité de travail « ADS et intersectionnalité ».

P. 20 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DE LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT SYSTÉMATISÉ L'INTÉGRATION DES ADS DANS LEURS PROCESSUS. PRÉCISER ÉGALEMENT POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME LA NATURE DES MÉCANISMES INTERNES INSTITUÉS, LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2020-2021.

Dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, le gouvernement du Québec redéfinit l'approche gouvernementale concernant l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). Cette approche est maintenant plus ciblée et plus pragmatique, s'appliquant à des domaines où sont menées des initiatives structurantes abordant des inégalités persistantes et préoccupantes.

Dans un esprit d'application concrète de l'approche, un nouvel accompagnement est proposé aux ministères et organismes qui s'engagent dans des travaux d'élaboration de politiques, de stratégies ou de plans d'action. De manière générale, le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination des actions gouvernementales en matière d'ADS, et la mise en œuvre des actions et des mécanismes internes revient à chaque ministère et organisme.

De par sa nature, l'ADS est intégrée de façon transversale dans les projets. De ce fait, décortiquer la part du temps et du budget consacrée à l'ADS peut s'avérer un exercice périlleux, puisque difficilement mesurable.

P. 21 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DU NOMBRE DE FORMATEURS ET DE FORMATRICES SOUTENU PAR LE SCF. PRÉCISER LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2020-2021. PRÉCISER CE QU'IL EST ADVENU DES FORMATEURS ET FORMATRICES SOUTENUS DANS LE CADRE DES ENTENTES RÉGIONALES.

Dans la foulée de la redéfinition de l'approche gouvernementale concernant l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) annoncé dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, la formation ADS se fait davantage de manière ciblée. En effet, les professionnelles et professionnels portant les projets gouvernementaux ciblés pour l'accompagnement dans l'application de l'ADS ont été formés par la personne responsable de l'ADS au Secrétariat à la condition féminine (SCF). Cette formation était alors adaptée aux enjeux et aux besoins spécifiques des ministères et organismes concernés.

Le SCF a répondu à deux demandes de formation de sensibilisation à l'ADS en 2019-2020 :

- proposée par le Cercle des femmes parlementaires à l'ensemble de la députation un total de onze femmes élues et huit hommes élus ont suivi la formation à Québec en mai 2019;
- au sein de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, six membres du personnel ont été formés à Sherbrooke en juin 2019.

P. 22 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020 DES INSTANCES EN PLACE POUR MAINTENIR ET CONSOLIDER LES ADS. PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES EN 2020-2021 PAR LE COMITÉ DIRECTEUR ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ADS.

Suivant le lancement de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, une démarche d'accompagnement en matière d'ADS par le Secrétariat à la condition féminine auprès des ministères et des organismes gouvernementaux est en cours. Cette démarche personnalisée, basée sur des échanges bilatéraux, vise à simplifier et à adapter les processus de travail en fonction des réalités propres à chaque ministère ou organisme gouvernemental.

La promotion de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) auprès des ministères et des organismes, des Villes et des instances régionales et locales était un engagement du plan d'action 2011-2015 qui a été rempli tel que l'indique le Bilan de la mise en œuvre du *Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015*, en page 6.

Dans la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, le gouvernement du Québec redéfinit l'approche gouvernementale concernant l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). Cette approche est maintenant plus ciblée et plus pragmatique, s'appliquant à des domaines où sont menées des initiatives structurantes abordant des inégalités persistantes et préoccupantes.

En 2019-2020, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) en collaboration avec le Cercle des femmes parlementaires a offert une formation d'initiation à l'ADS à l'ensemble de la députation de l'Assemblée nationale, une première en l'occurrence. Au total, 11 femmes élues et 8 hommes élus ont suivi la formation.

Le SCF a prévu mettre sur pied un comité de travail sur l'ADS et l'intersectionnalité impliquant des partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux. L'annonce de trois comités de travail, dont celui-ci, a été faite lors du Forum des partenaires en matière d'égalité en février 2020. Ces comités permettront d'assurer la concertation et les échanges sur certains sujets clés en vue de guider l'action gouvernementale vers une nouvelle Stratégie Égalité.

En octobre 2019, le SCF a publié sur son site Internet 17 portraits statistiques régionaux de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces portraits consistent en une présentation vulgarisée de données quantitatives factuelles.

En juillet 2019, l'Institut Femmes, Sociétés, Égalité et Équité de l'Université Laval a été mandaté par le SCF pour documenter les enjeux soulevés par des considérations intersectionnelles sur l'égalité entre les femmes et les hommes, à la lumière de l'actualisation de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) au Canada, de même que dans des administrations provinciales et municipales canadiennes. Le rapport est prévu pour le 31 octobre 2020.

L'accompagnement du SCF en matière d'ADS se poursuit pour la mise en œuvre et pour le suivi et l'évaluation de projets gouvernementaux suivants :

- *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022* (Secrétariat aux aînés);
- Réforme du mode de scrutin (Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques);
- Plan d'action gouvernemental en matière d'intimidation (ministère de la Famille - en cours d'élaboration);
- Réforme du droit de la famille (ministère de la Justice – en cours d'élaboration).

Le 27 février 2020, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a organisé le Forum des partenaires en égalité à Montréal. Ouvert à tous les organismes associatifs et ministères concernés, son programme incluait trois ateliers, dont celui intitulé « Défis de repositionnement de l'État québécois : l'ADS sur le chemin de l'intersectionnalité ». Cet événement a de plus été l'occasion pour annoncer la création du comité de travail « ADS et l'intersectionnalité ». Les travaux de ce comité seront l'un des intrants pour l'élaboration de la prochaine stratégie en égalité.

Lancé le 10 août 2018, le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* est le quatrième plan d'action en la matière depuis l'adoption, en 1995, de la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale : prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*.

- Il réunit une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux qui se sont engagés à agir contre la violence conjugale durant ces cinq années de mise en œuvre.
- Il totalise un investissement sur cinq ans de plus de 600 M\$, dont 86 M\$ pour la mise en œuvre des 56 nouvelles actions et près de 520 M\$ consacrés aux actions récurrentes.

Parmi ces 56 nouvelles actions, le SCF est responsable de la mise en œuvre de sept actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, le SCF a financé :

Action 1 :

- Une campagne gouvernementale de sensibilisation / volet violence conjugale : 382 903 \$;
- Des projets de l'appel de projets en matière de sensibilisation à la violence conjugale 2018-2019 et un formulaire de dépôt de projets : 587 928 \$;
- Des activités de sensibilisation organisées par des organismes communautaires à l'occasion des Journées d'action contre la violence faite aux femmes : 93 141 \$;
- L'impression d'encarts contre la violence envers les femmes et les filles et l'achat de rubans blancs contre la violence faite aux femmes : 286 \$.
- Un projet sur la cyberviolence de l'Université du Québec à Montréal : 45 985 \$

Action 2 :

- Un projet de capsules vidéo portant sur les facteurs de protection des enfants exposés à la violence conjugale d'ESPACE Québec (10 000 \$)
- Un projet de traduction d'outils de sensibilisation et d'information en violence conjugale de SOS violence conjugale (8 249 \$)

Action 4 :

- Une Journée de présentation résultats de la consultation Perspectives jeunesse/Consultation sur la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes (1 069 \$)
- Impression d'un dépliant sur la violence conjugale (62 \$)
- Un appel de projets en matière de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes et le soutien a 4 projets menés par des organismes du milieu (61 138 \$)

Action 43 :

- La mise sur pied du comité de travail en violence conjugale et la tenue d'une rencontre (les sommes engagées pour cette action ont été couvertes par celles de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*)

Action 49 :

- Une enquête populationnelle en violence conjugale avec l'Institut de la statistique du Québec (517 286 \$)

Il est à noter que du soutien financier d'urgence a été octroyé en lien avec la pandémie de COVID-19 :

- SOS violence conjugale (45 000 \$);
- Fédération des maisons (45 000 \$);
- Regroupement des maisons (45 000 \$);
- Alliance 2e étape (45 000 \$);
- YWCA Québec (45 000 \$).

P. 26 INDICER LE NOMBRE DE RENCONTRES QUE LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET SES SOUS-COMITÉS ONT DÉDIÉS, EN TOUT OU EN PARTIE, À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE EN 2020-2021.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle a mis sur pied deux comités interministériels de niveau sous-ministre associé(e) ou adjoint(e) (comités de niveau SMA) afin de faciliter les travaux d'élaboration des actions gouvernementales en matière de violences sexuelles d'une part et de violence conjugale d'autre part.

En 2019-2020, pour le comité de niveau SMA en matière de violence conjugale :

- De nombreuses rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux ont été tenues entre les SMA de ce comité afin d'assurer la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action violence conjugale) et pour l'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale qui concourront à la mise en œuvre de ce plan d'action.
- Une rencontre a été tenue le 8 octobre 2019 afin de faire un suivi sur la mise en œuvre du Plan d'action violence conjugale.

En 2019-2020, le comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre du Plan d'action violence conjugale :

- Ce comité a tenu trois rencontres (29 octobre 2019, 17 janvier 2020 et 20 février 2020).
- De nombreuses rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux ont été tenues, notamment en lien avec la mise en œuvre de diverses actions du Plan d'action violence conjugale.

En 2019-2020, un Comité de travail ad hoc de niveau directeur a été mis en place pour l'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale qui concourront à la mise en œuvre du Plan d'action violence conjugale :

- Ce comité a tenu 5 rencontres. Les gestionnaires y étaient accompagnés de personnel de niveau professionnel (15 janvier 2020, 27 janvier 2020, 3 février 2020, 10 février 2020 et 18 mars 2020).

En 2019-2020, le comité de niveau SMA en matière de violences sexuelles :

- De nombreuses rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux ont été tenues entre les SMA de ce comité afin d'assurer la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles).
- Une rencontre a été tenue le 8 octobre 2019 afin de faire un suivi sur la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles.

En 2019-2020, le comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles :

- Ce comité a tenu une rencontre (2 juillet 2019).
- De nombreuses rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux ont été tenues, notamment en lien avec la mise en œuvre de diverses actions de la Stratégie violences sexuelles.

P. 27 INDICER LE FINANCEMENT RÉCURRENT À LA MISSION ACCORDÉ AUX MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE POUR L'ANNÉE 2019-2020 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 28 « FOURNIR LA VENTILATION DE L'UTILISATION DES 69,7 M\$ ANNONCÉS DANS LE BUDGET 2019-2020 POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE. VENTILER PAR CATÉGORIE (CONSOLIDER ET ACCROÎTRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, AMÉLIORER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE), PAR RÉGION, PAR ANNÉE. NOMMER LES ORGANISMES FINANCÉS PAR RÉGION ».

Lancé le 10 août 2018, le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action violence conjugale) est le quatrième plan d'action en la matière depuis l'adoption, en 1995, de la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale : prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*.

- Il réunit une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux qui se sont engagés à agir contre la violence conjugale durant ses cinq années de mise en œuvre.
- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 600 M\$, dont 86 M\$ pour la mise en œuvre des 56 nouvelles actions et près de 520 M\$ consacrés aux actions récurrentes.

Les 56 nouvelles actions sont déclinées selon 4 axes complémentaires et structurants :

- Prévention, sensibilisation et information – 15 nouvelles actions (13,7 M\$);
- Dépistage et intervention psychosociale – 16 nouvelles actions (47,7 M\$);
- Intervention policière, juridique et correctionnelle – 11 nouvelles actions (21,7 M\$);
- Partage de l'expertise et développement des connaissances – 14 nouvelles actions (2,8 M\$).

Dans le Plan d'action violence conjugale, 7 actions sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Elles sont toutes en cours de mise en œuvre, et des budgets ont été engagés en 2019-2020 :

- Action 1 : Soutenir des activités de sensibilisation à la violence conjugale et à la violence faite aux femmes (1 110 243 \$)
- Action 2 : Développer, adapter ou rediffuser des outils de sensibilisation et d'information de manière à mieux joindre des groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité par rapport à la violence conjugale ainsi que les enfants exposés à cette violence (18 249 \$)
- Action 4 : Soutenir des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes (62 269 \$)
- Action 43 : Mettre sur pied un forum des partenaires en matière de violence conjugale
- Action 49 : Soutenir une meilleure connaissance quantitative du phénomène de la violence entre partenaires intimes (517 286 \$)

Il est à noter que du soutien financier d'urgence a été octroyé en lien avec la pandémie de COVID-19 :

- SOS violence conjugale (45 000 \$);
- Fédération des maisons (45 000 \$);
- Regroupement des maisons (45 000 \$);
- Alliance 2e étape (45 000 \$);
- YWCA Québec (45 000 \$).

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, le SCF soutient diverses initiatives de sensibilisation en matière de violence conjugale. Certaines d'entre-elles ont pour objectif de notamment rejoindre des femmes immigrantes ayant un vécu de violence conjugale.

Région de Montréal :

Centre communautaire des femmes sud-asiatiques - *Ensemble pour mettre fin à la violence conjugale* (10 000 \$)

Éducaloi - « *Sensibiliser les intervenants de 1ère ligne : mythes et réalités juridiques de la violence conjugale* » (47 562 \$)

Femmes du monde à Côte-des-Neiges - *Violence conjugale : agir dans le concret!* (5 246 \$)

La Maison d'Haïti - *Non, tu n'es pas seule* (9 043 \$)

Service à la Famille Chinoise du Grand Montréal- *Prévention de la violence dans les relations amoureuses chez les mineur(e)s de la communauté chinoise* (10 000 \$)

Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal - *Sensibilisation en matière de violences sexuelles et de violence conjugale : rejoindre les personnes LGBTQ et les personnes issues des communautés ethnoculturelles* (9 941 \$)

National :

SOS violence conjugale - « *...Et si je te disais que c'est de la violence ?* » (50 000 \$)

SOS violence conjugale - « *« Traduction de feuillet promotionnel de SOS violence conjugale (9 langues) et des outils de sensibilisation « SOS INFO » (1 langue) »* » (8 249 \$)

Comité des 12 jours (mandataire FFQ) - *12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes : 30 ans plus tard 1989/2019* (49 500 \$)

P. 30 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2019-2020 POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE.
VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :

- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;
 - B. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;
 - C. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;
 - D. AIDE POUR LES ENFANTS;
 - E. AIDE JURIDIQUE;
 - F. AUTRES.
-

Maisons d'hébergement pour elles

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Dans le cadre de la pandémie COVID-19, en mars 2020, le Secrétariat à la condition féminine a octroyé cinq aides financières d'urgence pour répondre aux besoins des femmes victimes de violence ou en difficulté fréquentant les maisons d'hébergement aux organismes suivants :

- Alliance des maisons d'hébergement de 2^{ème} étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale (45 000 \$)
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (45 000 \$)
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (45 000 \$)
- YWCA de Québec (45 000 \$)
- SOS violence conjugale (45 000 \$)

P. 31 PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE : INDICHER LES MESURES PRISES EN 2019-2020 RELATIVES AU PROLONGEMENT DU PLAN D'ACTION ET LES SOMMES QUI LUI ONT ÉTÉ DÉDIÉES.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* a été lancée le 28 octobre 2016. Celle-ci comporte 55 actions ciblant les problématiques des agressions sexuelles et de l'exploitation sexuelle.

Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (actions sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF) :

Axe 1 : PRÉVENIR

Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles : 775 580 \$ (National)

Action 2 : Développer et déployer des outils d'information et de sensibilisation sur les mythes et les réalités associés à la prostitution auprès des adolescentes et des adolescents : 17 344 \$ (National)

Action 10 : Collaborer à la mise en œuvre d'initiatives de mobilisation réalisées au sein des établissements d'enseignement supérieur visant la prévention des violences sexuelles : 65 386 \$ (National)

AXE 2 : INTERVENIR EN MATIÈRE PSYCHOSOCIALE, MÉDICALE, JUDICIAIRE, POLICIÈRE ET CORRECTIONNELLE

Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel : 23 728 \$ (National)

Action 26 : Soutenir le déploiement, dans certaines villes du Québec, de personnes-ressources dont le mandat est d'informer et d'accompagner dans leurs démarches les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution : 378 804 \$ (Montréal, Capitale-Nationale, Outaouais, Estrie, Abitibi-Témiscamingue)

Action 43 : Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille : 29 587 \$ (Montréal)

AXE 3 : DÉVELOPPER LES CONNAISSANCES ET PARTAGER L'EXPERTISE POUR MIEUX AGIR

Action 54 : Contribuer au lieu de veille stratégique sur la sortie de la prostitution qui a été mis sur pied par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) : 94 765 \$ (Montréal)

Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux : 4 200 \$ (National)

Autres initiatives financées par le SCF en matière de violences sexuelles :

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, *La justice et les femmes victimes de violence : mieux comprendre pour intervenir plus efficacement* : 32 000 \$ (Montréal)

Phare des Affranchies, *Programme AIDE* : 23 995 \$ (Laurentides)

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle : *Fonds d'urgence COVID-19* : 15 000 \$ (Montréal)

CALACS Estrie : *Fonds d'urgence COVID-19* : 8 000 \$ (Estrie)

Sondage sur les perceptions des Québécoises et des Québécois envers les agressions et l'exploitation sexuelles (9 375 \$).

P. 33 INDICER LES SOMMES ENGAGÉES ET LE NOM DES ORGANISMES SOUTENUS, PAR RÉGION, EN 2019-2020 PAR LE SCF POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

Le Secrétariat à la condition féminine a financé plusieurs projets en matière de violences sexuelles. Voir l'annexe 33 à cet effet.

Aperçu des projets financés par le Secrétariat à la condition féminine en matière de violences sexuelles

Montants

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Projet/activité	Année financière de l'annonce	Nombre d'années du projet/activité	Région	Montant*
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles 2017-2018				
Université du Québec à Montréal - Campagne de sensibilisation des violences sexuelles en contexte intime: une initiative AVEC, PAR et POUR les adolescents	2017-2018	2	Montréal	6 766 \$
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles 2018-2019				
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean - Parlons de la victimisation sexuelle au masculin	2018-2019	2	Saguenay Lac-Saint-Jean	1 154 \$
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent - Une application Web pour la prévention de la violence sexuelle chez les adolescents	2018-2019	2	Montréal	10 000 \$
Ainsi soit-elle-Violence ordinaire, violence invisible : la détecter pour la contrer	2018-2019	1	Montréal	5 006 \$
Centre des femmes du Haut Saint-François La Passerelle-Cahier d'autodéfense	2018-2019	1	Estrie	1 560 \$
Conseil québécois LGBT - Favoriser l'inclusion des femmes trans dans les centres accueillant des victimes d'agressions sexuelles au Québec	2018-2019	2	Montréal	5 800 \$
Fédération des Communautés Culturelles de l'Estrie - Abordons ensemble les types d'agression sexuelles et également celles dont on parle peu	2018-2019	2	Estrie	9 280 \$
La Piaule du Centre du Québec inc.-Ateliers ludiques en sensibilisation sur l'exploitation sexuelles	2018-2019	3	Centre-du-Québec	13 575 \$
La Maison de Marthe-Informer et sensibiliser les jeunes femmes pour agir en prévention contre l'exploitation sexuelle!	2018-2019	2	Capitale-Nationale	10 000 \$

Centre de prévention et d'intervention pour victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Développement d'un programme de sensibilisation en matière d'agressions sexuelles adressé aux jeunes de 6 à 11 ans	2018-2019	3	Laval	15 000 \$
Viol-Secours - Ateliers de sensibilisation des agressions sexuelles auprès des personnes ayant une déficience intellectuelle et leur proche	2018-2019	3	Capitale-Nationale	14 253 \$
Action 1 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Phare des Affranchies-Destination : agir sans nuire!	2019-2020	2	Laurentides	59 965 \$
CRIPHASE -Projet de formation à l'abus sexuel au masculin	2018-2019	2	Montréal	5 286 \$
GAIHST-Journée de formation annuelle - avril 2019	2018-2019	1	Montréal	1 932 \$
Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal-Sensibilisation en matière de violences sexuelles et conjugale	2018-2019	2	Montréal	9 941 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle-Un trop grand prix pour les femmes et les filles	2019-2020	1	Montréal	15 000 \$
La Piaule du Centre du Québec inc.-Ateliers ludiques en sensibilisation sur l'exploitation sexuelles (Avenant)	2019-2020	1	Centre-du-Québec	11 031 \$
Action 2 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
PIPQ-Mobilisation autour de l'exploitation sexuelle : des outils par et pour les jeunes	2018-2019	1	Capitale-Nationale	9 000 \$
Y des femmes de Montréal-Projet de prévention de l'exploitation sexuelle des filles : c'est moi qui décide	2018-2019	1	Montréal	8 344 \$
Action 10 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Fondation de l'ASEQ-Initiative Commande un Angelot : Prévenir les violences à caractère sexuel en contexte de consommation d'alcool	2019-2020	1	Montréal	52 986 \$
Cégep de Sainte-Foy-Sensibilisation en matière d'agressions sexuelles au Cégep de Sainte-Foy	2018-2019	2	Capitale-Nationale	10 000 \$
Collège Montmorency-Prévenir et contrer les violences à caractère sexuel au Collège Montmorency	2018-2019	2	Laval	2 400 \$

Action 25 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal	2019-2020	1	Montréal	23 728 \$
Action 26 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	2018-2019	3	Montréal	140 885 \$
La maison de Marthe	2018-2019	3	Capitale-Nationale	79 345 \$
CALACS l'Étoile du Nord	2018-2019	3	Abitibi-Témiscamingue	71 871 \$
CALACS Agression Estrie	2018-2019	3	Estrie	83 525 \$
CALAS de l'Outaouais	2018-2019	1	Outaouais	1 800 \$
Action 43 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Centre d'expertise Marie-Vincent- Transfert de connaissances en matière de violence sexuelle envers les jeunes enfants pour les Premières Nations	2018-2019	2	Montréal	29 587 \$
Action 54 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	2018-2019	1	Montréal	94 765 \$
Action 55 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021				
Association étudiante du collège de Sherbrooke	2018-2019	1	Estrie	4 200 \$

Autre projet qui ne s'inscrit pas dans une action particulière					
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes-La justice et les femmes victimes de violence :mieux comprendre pour intervenir plus efficacement	2019-2020	1	Montréal	32 000 \$	
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle-Fonds d'urgence COVID-19	2019-2020	1	Montréal	15 000 \$	
CALACS Estrie-Fonds d'urgence COVID-19	2019-2020	1	Estrie	8 000 \$	
Phare des affranchies-Programme AIDE	2019-2020	1	Laurentides	23 995 \$	

*les montants figurant dans cette colonne correspondent au montant versé en 2019-2020.

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles), des projets sur cette problématique, menés par des organismes du milieu, ont été financés en 2019-2020 :

- La Piaule Centre-du-Québec – « Ateliers ludiques en sensibilisation sur l'exploitation sexuelle » (24 606 \$);
- La Maison de Marthe – « Informer et sensibiliser les jeunes femmes pour agir en prévention contre l'exploitation sexuelle! » (10 000 \$);
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) – « Un trop grand prix pour les femmes et les filles » (15 000 \$);
- Phare des Affranchies – « Destination : Agir sans nuire! » (devenu programme Lueur) (59 965 \$);
- Phare des Affranchies – « Programme AIDE : Accompagnement, Intervention, Directe en Exploitation » (23 995 \$);
- CLES – « Espaces Veille, Innovation, Échanges (V.I.E.) » (94 765 \$);
- Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal – « Mise à jour du répertoire interne de ressources de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle » (23 728 \$);
- Projet Intervention Prostitution Québec – « Mobilisation autour de l'exploitation sexuelle : des outils par et pour les jeunes » (9 000 \$);
- Y des femmes de Montréal – « Projet de prévention de l'exploitation sexuelle *C'est moi qui décide* » (8 344 \$);
- CLES – « Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (140 885 \$);
- La Maison de Marthe – « Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (79 345 \$);
- CALACS L'étoile du Nord – « Ouvrons les portes » (71 871 \$);
- CALAS de l'Outaouais – « Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (1 800 \$) (avenant pour frais de supervision clinique);
- CALACS Agression Estrie – « Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (83 525 \$).

Par ailleurs, en réponse aux besoins accrus des organismes en raison de la pandémie de COVID-19, le SCF a accordé des aides d'urgence à deux organismes qui offrent de l'accompagnement en matière de sortie de la prostitution :

- CLES (15 000 \$);
- CALACS Agression Estrie (8 000 \$).

Mesures mises en œuvre en 2019-2020 dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022

Le gouvernement du Québec a lancé en juin 2017 le premier *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (PAGDSPNI). Coordinné par le Secrétariat aux affaires autochtones, ce plan compte un total de 26 mesures spécifiquement consacrées aux femmes des Premières Nations et aux femmes inuites.

Parmi ces mesures, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a élaboré une mesure de prévention aux violences sexuelles sur les territoires du Plan Nord qui a permis de financer l'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ). Le SCF a versé un montant de 10 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGDSPNI, le SCF a également soutenu financièrement le Centre d'expertise Marie-Vincent intitulé « Le programme Lanterne en milieux autochtones. Une éducation à la sexualité saine et aux relations égalitaires pour les tout-petits et leur entourage ». Le SCF a versé un montant de 120 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

Le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan s'est vu octroyer en mars 2019 une subvention pour le projet « Wapikoni » dans le contexte du récent Forum des Premières Nations sur les agressions sexuelles. Le projet vise la mise en œuvre d'un plan de sensibilisation aux agressions sexuelles incluant notamment un programme d'éducation à la sexualité pour les jeunes du primaire et du secondaire, une campagne de sensibilisation pour la population générale et le développement d'outils d'accompagnement pour les femmes victimes d'agressions sexuelles. Un montant de 10 000 \$ a été versé par le SCF en 2019-2020.

Autres mesures mises en œuvre par le SCF en 2019-2020

Rappelons que la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles), lancée en octobre 2016, comporte 55 actions pour lutter contre les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle. Ces actions sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population québécoise, incluant les Premières Nations et les Inuits.

Une des actions de la Stratégie violences sexuelles (action 43) vise de façon plus spécifique les milieux autochtones : le SCF soutient en effet le Centre d'expertise Marie-Vincent pour l'offre de formations en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès d'enfants agressés sexuellement. Un montant de 29 587 \$ a été versé en 2019-2020 pour ce projet pluriannuel.

Outre le soutien financier à des projets, le SCF a participé au Groupe de travail et au comité directeur visant à assurer le suivi des travaux de deux commissions d'enquête autochtones traitant notamment de l'enjeu des violences sexuelles faites aux femmes et aux filles autochtones. Ce groupe de travail concerne deux commissions d'enquête autochtones: la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGDSPNI, le SCF a soutenu financièrement la réalisation de trois projets qui propose une offre de formation en milieu autochtone :

- Femmes autochtones du Québec (FAQ) a élaboré un projet de prévention aux violences sexuelles sur les territoires du Plan Nord. Le projet « Poursuivre la sensibilisation à la violence sexuelle en milieu autochtone » se déroule sur 2 ans (2018-2020) Le SCF a versé un montant de 10 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- Le Centre d'expertise Marie-Vincent intitulé « Le programme Lanterne en milieux autochtones. Une éducation à la sexualité saine et aux relations égalitaires pour les tout-petits et leur entourage ». Le SCF a versé un montant de 120 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- Le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan s'est vu octroyé en mars 2019 une subvention pour le projet « Wapikoni » dans le contexte du récent Forum des Premières Nations sur les agressions sexuelles. Le projet vise la mise en œuvre d'un plan de sensibilisation aux agressions sexuelles incluant notamment un programme d'éducation à la sexualité pour les jeunes du primaire et du secondaire, une campagne de sensibilisation pour la population générale et le développement d'outils d'accompagnement pour les femmes victimes d'agressions sexuelles. Un montant de 10 000 \$ a été versé par le SCF en 2019-2020.

Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

Une des actions de la Stratégie violences sexuelles (action 43) vise de façon plus spécifique les milieux autochtones : le SCF soutient en effet le Centre d'expertise Marie-Vincent pour l'offre de formations en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès d'enfants agressés sexuellement et leur famille. En 2019-2020, le SCF a versé un montant de 29 587 \$ pour ce projet pluriannuel.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles), lancée en octobre 2016, comporte 55 actions pour lutter contre les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle. Ces actions, portées par une douzaine de ministères et organismes gouvernementaux, sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population québécoise, incluant les Premières Nations et les Inuits.

Une action de la Stratégie violences sexuelles touchant spécifiquement les milieux autochtones est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine. Elle vise à « Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille » (action 43). Un montant de 29 587 \$ a été versé en 2019-2020 pour ce projet pluriannuel.

Conformément aux orientations gouvernementales, les autres mesures spécifiques pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones sont inscrites au *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*, coordonné par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA). Ces mesures sont sous la responsabilité d'autres ministères et organismes. Les ministères et organismes concernés en font la reddition de comptes directement au SAA.

P. 38 PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES PAR LE SOUS-COMITÉ « VOLET AUTOCHTONE » EN 2019-2020 POUR ÉLABORER UNE STRATÉGIE SPÉCIFIQUE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES MILIEUX AUTOCHTONES.

Le gouvernement du Québec a lancé, en juin 2017, le premier *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (PAGDSPNI). Conformément aux orientations gouvernementales faisant suite au lancement de ce premier plan d'action coordonné par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), les différentes mesures constituant l'approche spécifique en matière de violences sexuelles pour les Premières Nations et les Inuits ont été intégrées au PAGDSPNI.

Le PAGDSPNI compte un total de 26 mesures consacrées aux femmes des Premières Nations et aux femmes inuites. Parmi ces mesures, plusieurs visent à lutter contre les violences sexuelles en milieu autochtones, sous la responsabilité de différents ministères et organismes gouvernementaux.

La mise en œuvre des mesures concernées est assurée par chacun des ministères responsables. Leur reddition de comptes est effectuée dans le cadre du PAGDSPNI directement au SAA.

Un comité interministériel des personnes coordonnatrices aux affaires autochtones de chacun des ministères et organismes du gouvernement du Québec est coordonné par le SAA. Le Secrétariat à la condition féminine siège au comité à titre de responsable de plusieurs mesures consacrées aux femmes autochtones.

P. 39 PRÉCISER SI UN BILAN DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES MENÉES AUPRÈS DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES EN 2019-2020 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET D'EXPLOITATION SEXUELLE A ÉTÉ PRODUIT PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas mené de consultation particulière en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle auprès des organisations autochtones en 2019-2020.

P. 40 INDICER, POUR CHACUNE DES 91 ACTIONS DE LA STRATÉGIE 2016-2021, LES SOMMES QUI LEUR SONT DÉDIÉES, VENTILÉES ANNUELLEMENT. DISTINGUER LES NOUVELLES ACTIONS DES ACTIONS RECONDUITES OU RÉCURRENTES.

**STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR
ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021**

INVESTISSEMENTS TOTAUX

INVESTISSEMENTS		TOTAL
<p>55 ACTIONS 2016-2021</p> <p>23 ACTIONS SUPPLÉMENTAIRES QUI CONCOURENT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE VIOLENCES SEXUELLES</p>	<p>Montant initialement prévu lors du lancement de la Stratégie violences sexuelles :</p> <p>44 M\$</p> <p>Annonces supplémentaires qui concourent à la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles :</p> <p>25 M\$ pour la mise en œuvre de la <i>Stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur</i>;</p> <p>25 M\$ pour les mesures annoncées suite au Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels le 14 décembre 2017.</p>	<p align="center">94 M\$</p>
<p>41 MESURES RECONDUITES OU RÉCURRENTES 2016-2021</p>		<p align="center">156 M\$</p>
<p>INVESTISSEMENTS GLOBAUX 2016-2021</p>		<p align="center">250 M\$</p>

P. 41 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2019-2020 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, PAR RÉGION, INCLUANT LES GROUPES, ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

L'essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En 2019-2020, le Secrétariat à la condition féminine a toutefois financé plusieurs projets visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Voir annexes 41 VC et 41 VS.

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020	
Projet / activité	Montant versé en 2019 2020
Campagne gouvernementale en matière de violences sexuelles et violence conjugale	382 903 \$
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles 2018-2019	
Auberge de l'Amitié Roberval inc. - Le savoir donne des ailes, des ailes pour elle	5 560 \$
Carrefour familial des personnes handicapées - Prévenir la violence conjugale chez les femmes handicapées	48 832 \$
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques - Ensemble pour mettre fin à la violence conjugale	10 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) - Comptes et appareils connectés en contexte de violence conjugale : mieux comprendre les technologies pour prévenir les risques reliés à la localisation et à l'utilisation des comptes en ligne	49 610 \$
Centre de Solidarité Lesbienne - Affiche-toi! Brisons les tabous de la violence conjugale entre femmes	26 880 \$
Éducaloi - « Sensibiliser les intervenants de 1 ^{ère} ligne : mythes et réalités juridiques de la violence conjugale »	47 562 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - Mettre fin à la revictimisation des femmes violentées	42 117 \$
Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal (FOHM) - Briser les complicités inavouées pour créer des milieux de vie solidaires	50 000 \$

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale
1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Projet / activité	Montant versé en 2019 2020
Femmes du monde à Côte-Des-Neiges - Violence conjugale : agir dans le concret!	5 246 \$
Info-Femmes Inc. - Info-Violence	43 987 \$
La Maison d'Haïti - Non, tu n'es pas seule	9 043 \$
Le centre de femmes l'Érige - Sensibilisation en matière de violence conjugale	50 000 \$
Maison d'Hébergement Le Rivage de la Baie inc - Sensibilisation dynamique et interactive sur la violence conjugale	50 000 \$
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada - Agir pour que cesse la violence conjugale envers les femmes en situation de handicap et les femmes Sourdes	50 000 \$
Service à la Famille Chinoise du Grand Montréal - Prévention de la violence dans les relations amoureuses chez les mineur(e)s de la communauté chinoise	10 000 \$
SOS violence conjugale - « ...Et si je te disais que c'est de la violence ? »	50 000 \$
Table de concertation communautaire Mirabelloise - Sensibilisation du monde agricole à la violence conjugale	7 558 \$
Université du Québec à Montréal - La violence conjugale et la coercition reproductive : Sensibiliser et outiller les intervenant(es) et les professionnel(les) de la santé	31 250 \$
Projets financés dans le cadre d'un appel de projets spécifiques	

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale
1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Projet / activité	Montant versé en 2019 2020
SOS violence conjugale - « Traduction de feuillet promotionnel de SOS violence conjugale (9 langues) et des outils de sensibilisation « SOS INFO » (1 langue) »	8 249 \$
Université du Québec à Montréal - Cyberviolences exercées par un partenaire intime ou un ex-partenaire : campagne de sensibilisation à l'endroit des jeunes femmes vulnérables	45 985 \$
Espace Région de Québec - Capsules vidéo de sensibilisation à la violence conjugale pour les enfants âgés de 6 à 9 ans	10 000 \$
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir financièrement les activités de sensibilisation des groupes de femmes organisées à l'occasion des journées annuelles d'action contre la violence faite aux femmes	
Comité des 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes - Campagne de sensibilisation 2019 des Journées d'action	49 500 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes quatrième édition du « déjeuner des hommes » pour l'élimination des violences envers les femmes	20 000 \$
Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale-Pour que les victimes de violence conjugale puissent trouver soutien et sécurité en milieu de travail	20 000 \$
Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - poursuite de la campagne « Municipalités alliées contre la violence conjugale »	3 641 \$

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale
1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Projet / activité	Montant versé en 2019 2020
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques: Soutien des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes	
L'ADOberge Chaudière-Appalaches : A.M.O.U.R. : Aïmons Mieux et Outils l'Union et les Relations.	16 000 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse : Saines relations chez les jeunes – La violence, c'est pas banal !	16 000 \$
Programme d'intervention Jeunesse (Maison des jeunes Équinox de Sainte-Catherine) : #cestpasdelamour ou #cestpasbanal	16 000 \$
AlterHéros : Soutien au développement des habiletés relationnelles des jeunes LGBTQ+ neuroatypiques par AlterHéros	13 138 \$
Soutiens financiers d'urgence en lien avec la pandémie de COVID-19	
SOS violence conjugale	45 000 \$
Fédération des maisons, Aide d'urgence COVID-19	45 000 \$
Regroupement des maisons, Aide d'urgence COVID-19	45 000 \$
Alliance 2e étape, Aide d'urgence COVID-19	45 000 \$
YWCA Québec	45 000 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violences sexuelles

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Projet/activité	Montant versé en 2019-2020
Campagne gouvernementale de sensibilisation en matière de violences sexuelles Agressions sexuelles et exploitation sexuelle	574 354 \$
Impression de dépliants sur les agressions sexuelles	5 677 \$
Appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2017-2018	
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent - Bas-Saint-Laurent : Terre d'égalité	15 000 \$
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal - Campagne d'affichage contre le harcèlement sexuel ciblant les femmes dans les lieux publics (harcèlement de rue)	6 139 \$
Appels de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles 2017-2018 et 2018-2019	
Ainsi soit-elle-Violence ordinaire, violence invisible : la détecter pour la contrer	5 006 \$

Centre des femmes du Haut Saint-François La Passerelle-Cahier d'autodéfense	1 560 \$
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean - Parlons de la victimisation sexuelle au masculin	1 154 \$
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent - Une application Web pour la prévention de la violence sexuelle chez les adolescents	10 000 \$
Conseil québécois LGBT - Favoriser l'inclusion des femmes trans dans les centres accueillant des victimes d'agressions sexuelles au Québec	5 800 \$
Fédération des Communautés Culturelles de l'Estrie - Abordons ensemble les types d'agression sexuelles et également celles dont on parle peu	9 280 \$
Centre de prévention et d'intervention pour victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Développement d'un programme de sensibilisation en matière d'agressions sexuelles adressé aux jeunes de 6 à 11 ans	15 000 \$
UQAM - Campagne de sensibilisation des violences sexuelles en contexte intime: une initiative AVEC, PAR et POUR les adolescents	6 766 \$
Viol-Secours - Ateliers de sensibilisation des agressions sexuelles auprès des personnes ayant une déficience intellectuelle et leur proche	14 253 \$
La Maison de Marthe - Informer et sensibiliser les jeunes femmes pour agir en prévention contre l'exploitation sexuelle!	10 000 \$
La Piaule du Centre du Québec inc. - Ateliers ludiques en sensibilisation sur l'exploitation sexuelle	13 575 \$

Action 1 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
La Piaule du Centre du Québec inc. - Ateliers ludiques en sensibilisation sur l'exploitation sexuelle (Avenant)	11 031 \$
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAHST) - Journée de formation annuelle du 17 avril 2019 – L'intervention auprès des victimes d'agression à caractère sexuel présentant de multiples problématiques	1 932 \$
Centre de ressources et d'intervention pour hommes abusés sexuellement dans leur enfance (CRIPHASE) - Projet de formations à l'abus sexuel au masculin	5 286 \$
Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal - Sensibilisation en matière de violences sexuelles et conjugale : rejoindre les personnes LGBTQ et les personnes issues des communautés ethnoculturelles	9 941 \$
Phare des Affranchies - Destination : Agir sans nuire! (devenu programme Lueur)	59 965 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - Un trop grand prix pour les femmes et les filles	15 000 \$

Action 2 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Projet Intervention Prostitution Québec - Mobilisation autour de l'exploitation sexuelle : des outils par et pour les jeunes	9 000 \$
Y des femmes de Montréal - Projet de prévention de l'exploitation sexuelle des filles <i>C'est moi qui décide</i>	8 344 \$
Action 10 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Cégep de Ste-Foy - Sensibilisation en matière d'agressions sexuelles au Cégep de Sainte-Foy	10 000 \$
Collège Montmorency - Prévenir et contrer les violences à caractère sexuel au Collège Montmorency	2 400 \$
Fondation de l'ASEQ - Initiative Commande un Angelot : Prévenir les violences à caractère sexuel en contexte de consommation d'alcool	52 986 \$
Action 25 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal - Mise à jour du répertoire interne de ressources de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle	23 728 \$
Action 26 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution	140 885 \$
La Maison de Marthe - Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution	79 345 \$
CALACS L'étoile du Nord - Ouvrons les portes	71 871 \$

CALACS Agression Estrie - Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution	83 525 \$
CALAS de l'Outaouais - Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution (avenant frais de supervision clinique)	1 800 \$
Action 43 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Centre d'expertise Marie-Vincent - Transfert de connaissances en matière de violence sexuelle envers les jeunes enfants pour les Premières Nations	29 587 \$
Action 54 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - Espaces Veille, Innovation, Échanges (V.I.E.)	94 765 \$
Autre appel de projets spécifique	
Phare des Affranchies - Programme AIDE : Accompagnement, Intervention, Directe en Exploitation	23 995 \$
Action 1 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023	
Comité des 12 jours (Fédération des femmes du Québec) - 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes : 30 ans plus tard 1989/2019	49 500 \$
Soutiens financiers d'urgence en lien avec la pandémie de COVID-19	
CALACS Agression Estrie	8 000 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	15 000 \$

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) a été lancée en octobre 2016 à la suite d'une large consultation. Elle est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Un document présentant un état de situation de sa mise en œuvre au 31 mars 2019 a été rendu public en février 2020 :

http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/Bilan_SVS_VF.PDF.

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, 11 actions sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine. Parmi ces actions, au 31 mars 2020, 1 était complétée et 9 étaient en cours de mise en œuvre. Huit d'entre elles ont reçu du financement en 2019-2020.

Axe 1 - Prévenir

- Action 1 - Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles (775 580 \$);
- Action 2 - Développer et déployer des outils d'information et de sensibilisation sur les mythes et les réalités associés à la prostitution auprès des adolescentes et des adolescents (17 344 \$);
- Action 10 - Collaborer à la mise en œuvre d'initiatives de mobilisation réalisées au sein des établissements d'enseignement supérieur visant la prévention des violences sexuelles (65 386 \$).

Axe 2 - Intervenir en matière psychosociale, médicale, judiciaire, policière et correctionnelle

- Action 25 - Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel (23 728 \$);
- Action 26 - Soutenir le déploiement, dans certaines villes du Québec, de personnes-ressources dont le mandat est d'informer et d'accompagner dans leurs démarches les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution (378 804 \$).
- Action 43 - Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille (29 587 \$)

Axe 3 - Développer les connaissances et partager l'expertise pour mieux agir

- Action 54 - Contribuer au lieu de veille stratégique sur la sortie de la prostitution qui a été mise sur pied par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (94 765 \$)
- Action 55 - Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux (4 200 \$).

Il est à noter que des budgets ont été octroyés pour des initiatives qui ne s'inscrivent pas directement dans des actions de la Stratégie violences sexuelles, mais qui concourent à ses objectifs :

- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes – Recherche « La justice et les femmes victimes de violence » (32 000 \$);
- Phare des Affranchies – Programme AIDE (23 995 \$);
- Soutien financier d'urgence en lien avec la pandémie de COVID-19;
 - o CALACS Agression Estrie (8 000 \$);
 - o Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (15 000 \$);
- Sondage sur les perceptions des Québécoises et des Québécois envers les agressions et l'exploitation sexuelles (9 375 \$).

P. 43 PRÉCISER LA STRUCTURE DE SUIVI DE LA STRATÉGIE 2016-2021 POUR S'ASSURER DE L'ÉTAT DE SITUATION DE SA MISE EN ŒUVRE OU LES RÉSULTATS ET LE SUIVI DE SON ÉVALUATION. FOURNIR L'ORGANIGRAMME ET LA LISTE DES MEMBRES DE TOUS LES MÉCANISMES D'ÉVALUATION ET DE SUIVI.

Le comité interministériel de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles a été créé en janvier 2015 par le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.

Ce comité assure une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle, dont celles découlant de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles), coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), ainsi que les actions découlant du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels (2017).

Les membres de ce comité sont sollicités ponctuellement afin de fournir au SCF, en collaboration avec les membres du comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles, l'état de situation de la mise en œuvre des actions de la Stratégie violences sexuelles et des actions additionnelles sous la responsabilité de leur ministère ou organisme.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle a mis sur pied deux comités interministériels de niveau sous-ministre associé(e) ou adjoint(e) (comités de niveau SMA) afin de faciliter les travaux d'élaboration des actions gouvernementales en matière de violences sexuelles d'une part et de violence conjugale d'autre part :

- Le comité de niveau SMA en matière de violences sexuelles, créé en 2015, assure la concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle, dont celles découlant de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles);
- Le comité de niveau SMA en matière de violence conjugale, créé en 2017, assure une concertation de niveau décisionnel en vue de l'élaboration de nouvelles actions gouvernementales en matière de violence conjugale ainsi que de la réalisation et du suivi de ces actions, dont celles découlant du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action violence conjugale);
- Les comités de niveau SMA sont soutenus par les comités de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la *Stratégie violences sexuelles* d'une part et du *Plan d'action violence conjugale* d'autre part.
- En 2019-2020, un Comité de travail ad hoc de niveau directeur a été mis en place pour l'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale qui concourront à la mise en œuvre du *Plan d'action violence conjugale*.

P. 45 FOURNIR TOUTES LES DATES DES RENCONTRES, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES COPRÉSIDIÉ PAR LE SCF ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle ne s'est pas réuni en 2019-2020.

P. 46 PRÉCISER QUELLE PART OCCUPENT LES RENCONTRES BILATÉRALES PARMİ TOUTES LES RENCONTRES TENUES EN 2019-2020 AU SEIN DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET DES SOUS-COMITÉS.

Veillez vous référer à la question 87 des renseignements généraux.

Lorsque requis, l'ensemble des sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s des ministères et organismes gouvernementaux siégeant sur le comité interministériel se réunit en plénière.

Des communications régulières sont échangées entre le Secrétariat à la condition féminine et l'ensemble des sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s des ministères et organismes gouvernementaux de manière à assurer le suivi de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) et des actions additionnelles qui concourent à sa mise en œuvre.

Lorsqu'il est question de la mise en œuvre d'une action spécifique de la Stratégie violences sexuelles, des rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux sont davantage pertinentes.

P. 47 PRÉCISER DE QUI RELEVÉ, AU 31 MARS 2020, LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. PRÉCISER ÉGALEMENT SI LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DEMEURE CORESPONSABLE, AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, DU VOLET « EXPLOITATION SEXUELLE ».

Depuis 2004, la coordination de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle est sous la responsabilité de la ministre responsable de la Condition féminine et de la ministre de la Justice.

Un comité interministériel de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles assure une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle, dont celles intégrées dans la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) et celles découlant du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels (2017). Il est soutenu par le comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles. Le ministère de la Sécurité publique est membre de ces comités.

Un comité interministériel de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale assure une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière de violence conjugale, dont celles découlant du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action violence conjugale). Il est soutenu par le comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre du Plan d'action violence conjugale.

En 2019-2020, un Comité de travail ad hoc de niveau directeur a été mis en place pour l'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale qui concourront à la mise en œuvre du Plan d'action violence conjugale.

Le Secrétariat à la condition féminine coordonne l'ensemble des comités interministériels présentés ci-haut.

P. 48 FOURNIR TOUTES LES DATES DES RENCONTRES, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Veillez vous référer à la question 87 des renseignements généraux.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) a été lancée le 28 octobre 2016. La Stratégie violences sexuelles cible deux problématiques : les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle.

Les recommandations contenues dans l'avis du Conseil du statut de la femme *La prostitution : il est temps d'agir* (l'avis), publié en mai 2012, portent sur les missions de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux. L'avis a fait partie des intrants dont ces ministères et organismes ont tenu compte dans l'élaboration de leurs engagements inscrits à la Stratégie violences sexuelles.

Notons que plusieurs actions de la Stratégie violences sexuelles sont en lien direct avec les recommandations contenues dans l'avis, soit les actions en matière :

- de campagnes d'information et de sensibilisation auprès de la population;
- de prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes et de leur entrée dans la prostitution;
- de soutien aux femmes souhaitant sortir du milieu de la prostitution, notamment en termes d'accompagnement dans l'obtention de services publics;
- de soutien à des projets issus des organismes œuvrant sur le terrain;
- de renforcement des capacités policières en matière de répression de la criminalité associée à l'exploitation sexuelle;
- de formation des représentantes et représentants des milieux policier, judiciaire et communautaire.

Finalement, rappelons que depuis la publication de l'avis, la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation est entrée en vigueur, soit le 6 décembre 2014. Cette loi de juridiction fédérale donne suite à certaines des recommandations de l'avis, notamment celles en lien avec les modifications au Code criminel.

P. 50 PRÉCISER LES ACTIONS MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN DATE DU 31 MARS 2020 POUR QUE SOIT SUPPRIMÉE LA PROMOTION DE SERVICES SEXUELS DANS LES PETITES ANNONCES DES JOURNAUX, LES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, INTERNET ET DANS L'ESPACE PUBLIC (PANNEAUX PUBLICITAIRES OU AUTRES), TEL QUE L'A RECOMMANDÉ LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DANS SON AVIS DE 2012.

Depuis la publication, en 2012, de l'avis du Conseil du statut de la femme sur la question de la prostitution, la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* est entrée en vigueur, soit le 6 décembre 2014. Celle-ci a eu pour effet, notamment, de créer une nouvelle infraction au Code criminel interdisant la publicité visant à offrir des services sexuels moyennant rétribution. Cette nouvelle infraction s'applique aux personnes qui font de la publicité pour offrir des services sexuels d'autrui moyennant rétribution, notamment dans la presse écrite, sur les sites Internet ou dans des endroits où sont offerts des services sexuels moyennant rétribution, comme les salons de massage érotique ou les bars de danseuses. L'infraction s'applique également aux éditeurs ou aux administrateurs de sites Internet si ceux-ci savent, d'une part, que la publicité existe et, d'autre part, qu'elle vise à offrir des services sexuels moyennant rétribution. À noter que cette disposition offre toutefois une immunité en matière de poursuites à quiconque fait la publicité pour offrir ses propres services sexuels moyennant rétribution.

La mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* a donné lieu à au moins deux actions pouvant concourir à faire respecter cette disposition du Code criminel et à poursuivre les contrevenants :

1. La mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dirigée par le Service de police de la Ville de Montréal. Cette équipe coordonnée d'enquêteurs spécialisés dans la lutte contre le proxénétisme et la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle est composée de représentants des corps policiers municipaux des villes de Montréal, Québec, Longueuil, Gatineau et Laval, de la Sûreté du Québec, ainsi que de la Gendarmerie royale du Canada (action 22, sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique).
2. La mise sur pied d'un comité de concertation de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. Ce comité est chargé d'assurer le partage systématique d'information et d'expertise dans ce domaine où les avancées technologiques génèrent de nouvelles problématiques juridiques toujours plus complexes (action 28, sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales).

- P. 51 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2019-2020 POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :
- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;
 - B. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;
 - C. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;
 - D. AIDE POUR LES ENFANTS;
 - E. AIDE JURIDIQUE;
 - F. AUTRES.
-

Le financement à la mission globale des organismes offrant des services d'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles ne relève pas du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Voici les ministères desquels relèvent ces responsabilités :

- A. Le financement des maisons d'hébergement pour femmes relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- B. Le financement de l'aide psychologique relève du MSSS.
- C. Le financement de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur d'une part et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, d'autre part.
- D. Le financement des organismes d'aide aux enfants relève en partie du MSSS et du ministère de la Famille.
- E. Le financement de l'aide juridique relève du ministère de la Justice.

Néanmoins, dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) et des autres actions qui concourent à sa mise en œuvre, le SCF soutient financièrement des projets qui peuvent favoriser l'accompagnement des victimes de violences sexuelles.

En 2019-2020, en lien avec l'aide pour les enfants victimes d'agression sexuelle, le SCF a versé 29 587 \$ au Centre d'expertise Marie-Vincent pour le projet pluriannuel « Transfert de connaissances en matière de violence sexuelle envers les jeunes enfants pour les Premières Nations : Pour contribuer au bien-être des enfants des Premières Nations victimes de violence sexuelle ». Celui-ci vise l'offre de formations en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès d'enfants agressés sexuellement. Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'action 43 de la Stratégie violences sexuelles.

Pour ce qui est des victimes d'exploitation sexuelle, un projet visant à les soutenir a été financé en 2019-2020 dans le cadre de la Stratégie violences sexuelles :

- Le Phare des Affranchies – « Programme AIDE » (23 995 \$). Par le projet « Programme AIDE : Accompagnement, Intervention, Directe en Exploitation » d'une durée de 21 mois, Le Phare des Affranchies souhaite mettre en place des séances hebdomadaires de groupes de soutien (groupes fermés) pour les personnes touchées par la traite de personnes, principalement à des fins d'exploitation sexuelle, dans les Laurentides, pendant 8 semaines.

Dans le cadre de l'action 26 de la Stratégie violences sexuelles, le SCF soutient le déploiement d'un projet pilote dans cinq villes du Québec qui permet l'embauche de personnes-ressources dédiées à l'accompagnement des femmes dans leurs démarches de sortie de la prostitution :

- CLES – « Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (140 885 \$);
- La Maison de Marthe – « Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (79 345 \$);
- CALACS L'étoile du Nord – « Ouvrons les portes » (71 871 \$);
- CALAS de l'Outaouais – « Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (1 800 \$) (avenant pour frais de supervision clinique);
- CALACS Agression Estrie – « Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution » (83 525 \$).

Par ailleurs, en réponse aux besoins accrus des organismes en raison de la pandémie de COVID-19, le SCF a accordé des aides d'urgence à deux organismes qui offrent de l'accompagnement en matière de sortie de la prostitution :

- CLES (15 000 \$);
- CALACS Agression Estrie (8 000 \$).

P.52 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2019-2020 POUR AIDER LES PERSONNES PROSTITUÉES À QUITTER CE MILIEU. VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :

- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;
 - B. SERVICES DE DÉSINTOXICATION;
 - C. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;
 - D. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;
 - E. AIDE JURIDIQUE AFIN D'OBTENIR UN PARDON POUR LES CONDAMNATIONS LIÉES À LA COMMUNICATION À DES FINS DE PROSTITUTION;
 - F. AUTRES.
-

Le financement des maisons d'hébergement pour les personnes prostituées (A), les services de désintoxication pour elles (B) ainsi que les services d'aide psychologique adaptés à leurs besoins (C) relèvent du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le financement concernant l'aide à la formation professionnelle et à la réinsertion sociale et économique de ces femmes (D) relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'aide juridique afin d'obtenir un pardon pour les condamnations liées à la communication à des fins de prostitution (E) relève du ministère de la Justice du Québec et du gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'action 26 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, le Secrétariat à la condition féminine soutient le déploiement, dans certaines villes du Québec, de personnes-ressources dont le mandat est d'informer et d'accompagner dans leurs démarches les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution (F). La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), la Maison de Marthe, le CALACS L'étoile du Nord, le CALACS Agression Estrie et le CALAS de l'Outaouais ont reçu du financement pour la mise en place d'une ou deux personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution, respectivement à Montréal, à Québec, à Val-d'Or, à Sherbrooke et à Gatineau.

P. 53 INDIQUER LES INTENTIONS DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE CONCERNANT LA RÉALISATION D'UNE VASTE CAMPAGNE D'INFORMATION AUPRÈS DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET DES CLIENTS EN PARTICULIER AFIN DE DÉCOURAGER L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS ET DE MONTRER LES PRÉJUDICES QUI DÉCOULENT DE LA PROSTITUTION, TEL QUE L'A RECOMMANDÉ LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DANS SON AVIS DE 2012.

Dans le cadre de l'action 1 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles), sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF), une campagne gouvernementale de sensibilisation en matière de violence conjugale, d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle a été diffusée à l'automne 2017, puis rediffusée en novembre et décembre 2018 (à la télévision, sur le Web et les médias sociaux, à la radio et par de l'affichage).

En 2019-2020, une nouvelle campagne gouvernementale de sensibilisation dont un volet porte sur l'exploitation sexuelle, et vise les clients et les clients potentiels de services sexuels contre rétribution, a été élaborée :

- La diffusion de l'affiche a commencé en mars 2020, mais les établissements ciblés (des restaurants, des bars et des bars de danseuses) ont fermé quelques jours plus tard en raison de la pandémie COVID-19;
- La diffusion de la capsule vidéo « Et si c'était votre fille » sur YouTube (à l'intention d'un public ciblé d'hommes faisant des recherches pour du contenu à caractère sexuel) devait débiter au moment où les placements médias de toutes les campagnes gouvernementales ont commencé à être consacrés à la COVID-19;
- Une stratégie de diffusion de la capsule vidéo après la pandémie sera préparée.

Notons que plusieurs organismes communautaires œuvrant en matière de violences sexuelles et conjugale, ainsi que des ministères et organismes gouvernementaux, ont été consultés en amont de l'élaboration de la campagne afin de connaître leur point de vue sur l'angle, le public cible et les messages à privilégier.

Par ailleurs, toujours dans le cadre de la Stratégie violences sexuelles, des projets de sensibilisation et d'information sur l'exploitation sexuelle, menés par des organismes du milieu, ont reçu un soutien financier du SCF en 2019-2020 :

- La Piaule Centre-du-Québec – « Ateliers ludiques en sensibilisation sur l'exploitation sexuelle » (24 606 \$);
- La Maison de Marthe – « Informer et sensibiliser les jeunes femmes pour agir en prévention contre l'exploitation sexuelle! » (10 000 \$);
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) – « Un trop grand prix pour les femmes et les filles » (15 000 \$). Ce projet visait la réalisation de la campagne de sensibilisation à l'exploitation sexuelle à l'occasion du Grand Prix de Formule 1 du Canada qui s'est tenu à Montréal du 7 au 9 juin 2019, qui comprenait notamment de l'affichage dans des abribus situés près des établissements d'enseignement du Grand Montréal;
- Phare des Affranchies – « Destination : Agir sans nuire! » (programme Lueur) (59 965 \$);
- Phare des Affranchies – « Programme AIDE » (23 995 \$);
- CLES – « Espaces Veille, Innovation, Échanges (V.I.E.) » (94 765 \$);
- Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ) – « Mobilisation autour de l'exploitation sexuelle : des outils par et pour les jeunes » (9 000 \$);
- Y des femmes de Montréal – « Projet de prévention de l'exploitation sexuelle *C'est moi qui décide* » (8 344 \$).

P. 54 INDICER QUELLES MESURES SERONT DÉPLOYÉES DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE 2016-2021 CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DES MUNICIPALITÉS EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE. INDICER LES SOMMES INVESTIES EN 2019-2020 ET PRÉVUES EN 2020-2021.

La mise en œuvre de plusieurs des actions de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) s'appuie sur des partenariats, dont certains incluent des municipalités.

Par exemple :

- ACTION 1
Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles.
- ACTION 22
Déployer une équipe policière intégrée de lutte contre l'exploitation sexuelle dont le mandat est de lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle actifs sur une base interrégionale au Québec.

Les corps policiers municipaux des villes de Montréal, Québec, Longueuil, Gatineau et Laval sont partenaires de cette équipe.

- ACTION 29
Mettre en place un programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes.
- ACTION 30
Déployer des équipes multisectorielles afin de mieux coordonner les interventions réalisées auprès des jeunes qui vivent des situations pouvant compromettre leur sécurité.

Des équipes ont déjà été mises en place dans cinq milieux, soit les projets Prévention jeunesse de Québec, Longueuil, Laval, Montréal et du Suroît.

Notons par ailleurs que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation est l'un des douze ministères et organismes partenaires de la Stratégie violences sexuelles.

P. 55 INDICER SI LE SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE PRÉVOIT, EN 2020-2021, LE DÉPLOIEMENT DE MESURES CIBLANT LES AGRESSEURS POTENTIELS DANS LES INTERVENTIONS DESTINÉES AUX ENFANTS ET AUX ADOLESCENTS, ET NON SEULEMENT CELUI DE MESURES S'ADRESSANT AUX VICTIMES POTENTIELLES (RECOMMANDATION DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DANS SON MÉMOIRE SUR LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE).

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2020-2021.

La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* (Stratégie égalité) a été lancée le 29 juin 2017 à la suite d'une large consultation. Elle est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF).

La Stratégie égalité comporte 59 actions, regroupées sous des actions structurantes, des orientations et des actions de recherche. Le SCF est responsable de 33 actions de cette stratégie, et 24 ministères ou organismes gouvernementaux sont responsables des 26 autres actions.

Cette stratégie est appuyée par des investissements de près de 80 M\$ sur 5 ans. La Stratégie égalité s'articule autour de six grandes orientations qui abordent les thèmes suivants :

- une socialisation et une éducation égalitaires, sans stéréotypes sexuels et sans sexisme;
- l'autonomisation économique des femmes;
- un partage équitable des responsabilités familiales et un meilleur équilibre entre la vie familiale, professionnelle, étudiante, sociale et politique;
- une approche différenciée selon les sexes en santé et en bien-être;
- une société sans violence faite aux femmes;
- la parité dans les lieux décisionnels.

Un état de situation de sa mise en œuvre au 31 mars 2019 a été rendu public en février 2020 : http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Egalite/Bilan2019_VF.PDF

P. 57 FOURNIR LA VENTILATION DE L'UTILISATION DE L'INVESTISSEMENT ADDITIONNEL DE 25 M\$ ANNONCÉ LE 14 DÉCEMBRE 2018 DANS LE CADRE DU FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS.
VENTILER PAR CATÉGORIE (SOUTENIR LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DES AGRESSIONS SEXUELLES, FAVORISER LA RÉCEPTION DES DÉVOILEMENTS ET DES DÉNONCIATIONS D'AGRESSIONS SEXUELLES ET BONIFIER L'AIDE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES, NOTAMMENT DANS LE CADRE DU PROCESSUS JUDICIAIRE) ET PAR ANNÉE.

En 2019-2020, le Secrétariat à la condition féminine n'avait pas de versement à réaliser en lien avec les investissements annoncés lors du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels de décembre 2018.

P. 58 INDIQUER LES ACTIONS CONCRÈTES IMPLANTÉES À LA SUITE DES TRAVAUX DES 3 COMITÉS SUIVANTS EN 2019-2020, ET CELLES PRÉVUES EN 2020-2021 :

- A. COMITÉ CONSULTATIF POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES EN MILIEU SCOLAIRE;
 - B. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DES RAPPORTS ÉGALITAIRES;
 - C. COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ.
-

A. Le Comité consultatif pour la promotion de rapports égauxitaires en milieu scolaire est coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat de :

- participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels;
- soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égauxitaires dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).

Pour 2019-2020, ce comité a eu comme mandat de donner son avis sur la mise en œuvre des actions du SCF visant à lutter contre les stéréotypes sexuels et sexistes, particulièrement en ce qui a trait aux outils de communication créés pour le milieu scolaire. Il a également constitué un lieu de concertation pour les organisations qui s'y réunissent afin de diffuser leurs propres initiatives liées aux rapports égauxitaires.

B. Le Comité interministériel pour la promotion de rapports égauxitaires est un comité permanent, coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat :

- d'assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égauxitaires;
- d'assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux;
- de soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égauxitaires dans les lieux d'éducation.

Pour 2019-2020, ce comité a eu comme mandat de commenter les contenus des différents outils de communication et de sensibilisation entourant le projet SansStéréotypes réalisé dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*.

Il a aussi contribué à orienter la planification des interventions concernant les rapports égauxitaires prévus par le SCF dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*.

C. Le Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES).

Le SCF siège sur le comité consultatif sur l'éducation à la sexualité, coordonné par le MEES.

Le Conseil du statut de la femme (CSF) a publié à l'automne 2016 l'avis *Égalité entre les sexes en milieu scolaire : des contenus aux pratiques éducatives*. À la fin de l'avis, le CSF a émis dix recommandations. L'une d'entre elles est adressée au Secrétariat à la condition féminine (SCF) :

- Élargir la perspective d'action en milieu scolaire non seulement pour promouvoir les modèles égalitaires et lutter contre les stéréotypes, mais aussi pour faire prendre conscience à l'ensemble des intervenants des inégalités structurant encore les pratiques en milieu scolaire et promouvoir la transgression de genre chez les enfants (l'initiation à des activités, pratiques, intérêts associés à l'autre sexe).

À l'instar des autres avis produits par le CSF, le SCF prendra en considération l'avis du CSF dans la planification de ses interventions liées au milieu scolaire.

Par ailleurs, l'action 1.1.1 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* (Stratégie égalité) consiste à outiller notamment le personnel scolaire pour prévenir une socialisation stéréotypée et agir contre les stéréotypes sexuels et sexistes. Par exemple, le projet SansStéréotypes invite les enseignantes et enseignants à :

- diversifier les activités pour que les enfants cultivent toutes les compétences nécessaires à leur réussite scolaire;
- encourager les enfants à choisir des activités non associées typiquement à leur sexe;
- amener les enfants à faire preuve d'un esprit critique devant les stéréotypes en leur proposant une réflexion sur les activités qu'elles et ils choisissent ou sur leurs intérêts, qui peuvent refléter des stéréotypes sexuels;
- s'interroger sur leurs propres réactions devant certains stéréotypes sexuels (ex. : pourquoi penser spontanément que les filles ont plus de difficulté en mathématiques?).

En 2019-2020, trois infolettres ont été envoyées à près de 4 000 personnes qui interviennent auprès d'enfants et de jeunes (parents, personnel scolaire et personnel des services de garde éducatifs à l'enfance). Ces infolettres ont offert des outils et des conseils pour lutter contre les stéréotypes sur les thématiques de l'identité, des choix scolaires et professionnels et de la vie affective et amoureuse.

Le SCF finance également plusieurs projets visant à sensibiliser le milieu scolaire, notamment :

- « Projet Kaléidoscope, livres jeunesse pour un monde égalitaire, du YWCA de Québec, annoncé en 2017-2018 (durée de 3 ans).
 - Le financement versé en 2019-2020 est de 45 000 \$, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 1.1.1. de la Stratégie égalité.

Des projets soutenus dans le cadre de l'appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2019-2020 permettent également de répondre à cette recommandation. En voici quelques-uns :

- « Enfant-sillage » du Centre Louise-Amélie (durée de 2 ans). Le projet veut combattre le sexisme par l'accompagnement du personnel scolaire, l'offre de services et l'animation d'activités auprès des élèves.
 - Le financement versé en 2019-2020 est de 35 117 \$.
- « Outillé pour socialiser » du C.A.P.A.S. de l'Abitibi-Ouest (durée de 2 ans). Le projet prévoit la création d'une trousse permettant aux différents acteurs gravitant autour des enfants d'être outillés face à une socialisation et à une éducation égalitaire et saine.
 - Le financement versé en 2019-2020 est de 53 071 \$.
- « Pas à pas : Montréal-Nord, une communauté engagée vers l'égalité », de la Table de quartier de Montréal-Nord (TQMN) (projet de 2 ans). À l'aide de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+), ce projet offre de la formation et de l'accompagnement au personnel éducateur et enseignant ainsi qu'aux parents afin qu'ils et elles développent une pratique réflexive sur leurs interventions et sur leur rôle d'agent de socialisation.
 - Le financement versé en 2019-2020 est de 105 281 \$.

P. 60 INDICER SI LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE A ÉTÉ CONSULTÉ POUR L'ÉLABORATION DU PROJET PILOTE D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ. INDICER SI LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EST IMPLIQUÉ DANS L'ÉVALUATION DE LA MESURE DEPUIS SON INSTAURATION. INDICER LES ETC DÉDIÉS AU SUIVI.

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES).

Le Secrétariat à la condition féminine siège sur le comité consultatif sur l'éducation à la sexualité, coordonné par le MEES.

P. 61 INDICHER SI LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LA RÉVISION DU SALAIRE MINIMUM A EFFECTUÉ UNE ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS) POUR DÉCIDER DE L'ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM. INDICHER SI LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE A SUGGÉRÉ AUX AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES IMPLIQUÉS DANS LE COMITÉ DE PRODUIRE UNE ADS. INDICHER ÉGALEMENT, LE CAS ÉCHÉANT, LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS POUR LA PRODUCTION DE CETTE ADS.

Le Secrétariat du travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) coordonne les travaux du Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum. Le MTESS est donc responsable de produire les analyses nécessaires à la prise de décision.

Le Secrétariat à la condition féminine participe aux travaux du Comité et s'assure, lorsque pertinent, que les analyses produites présentent des données différenciées selon les sexes.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) porte la responsabilité de la réalisation du bilan de la mise en œuvre du *Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024*.

En 2019-2020, dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* :

- le Secrétariat à la condition féminine (SCF), la CCQ et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) ont :
 - assuré le suivi de deux projets issus de l'appel de projets sous la responsabilité du MTESS en partenariat avec le SCF et la CCQ, lancé en février 2018, visant à accroître la présence des femmes en emploi dans l'industrie de la construction destiné aux organismes spécialisés en développement de l'employabilité.
 - Le volet 1 de l'appel de projets « Intervention auprès des personnes et/ou des entreprises afin de réduire les obstacles à l'intégration en emploi des femmes dans l'industrie de la construction » est sous la responsabilité du MTESS dans le cadre de la mesure Recherche et Innovation.
 - Le volet 2 de l'appel de projets « Évaluation des effets de l'intervention et l'identification des pratiques exemplaires » est sous la responsabilité de la CCQ
 - Le volet 3 de l'appel de projets « Partage et transfert des connaissances et de l'expertise aux intervenants pertinents » est sous la responsabilité du SCF.
- Le SCF a versé 88 955 \$ pour la mise en œuvre de trois projets portés par l'organisme Connexion emploi Ressources femmes.
 - Deux de ces projets se sont terminés en 2019-2020 et visaient à rendre accessible, via une plateforme virtuelle, de l'information et des outils en lien avec l'intégration des femmes dans les secteurs d'avenir et de la construction, à outiller les femmes dans leur processus d'intégration en emploi dans ces secteurs et former des agentes multiplicatrices à l'intérieur des organismes spécialisés en développement de la main-d'œuvre féminine (OSDMOF).
 - L'autre projet, d'une durée d'un an, a débuté en 2019-2020 et vise à sensibiliser, informer et former les partenaires régionaux des OSDMOF, ainsi que les femmes susceptibles de se diriger dans les secteurs à prédominance masculine à l'importance de la mixité en emploi et de poser des gestes concrets pour y arriver.
- Le SCF a versé 84 000 \$ à l'organisme les Elles de la construction pour la réalisation de deux projets visant à favoriser l'intégration, le maintien et l'avancement des femmes issues de l'immigration dans le secteur de la construction. Le premier projet a pris fin en 2019-2020 et le second a débuté cette même année.
- Le SCF a versé 16 725 \$ à l'Université Laval pour la réalisation d'un projet de recherche visant à documenter les bonnes pratiques en lien avec l'intégration, le maintien et la progression de carrière des femmes dans l'industrie de la construction.

Mise en œuvre des mesures 2019-2020 du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022

- Mise en œuvre des mesures sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF) dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 (PAGDSPNI). Ces mesures concernent l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte aux violences sexuelles (agressions sexuelles et exploitation sexuelle) et la lutte à la violence conjugale et familiale.
- Les mesures inscrites au PAGDSPNI sous la responsabilité du SCF mises en œuvre en 2019-2020 sont les suivantes :
 - « Bonifier les ententes administratives pluriannuelles avec les administrations régionales et les groupes de femmes crie et inuite »;
 - « Soutenir des projets structurants visant à réduire les inégalités persistantes et préoccupantes auxquelles sont confrontées les femmes autochtones, en partenariat avec des organismes autochtones »;
 - « Soutenir financièrement des projets structurants visant à favoriser et à promouvoir des rapports égalitaires auprès des jeunes filles et des jeunes garçons des nations autochtones du Québec »;
 - « Soutenir le développement de l'entrepreneuriat des femmes autochtones »;
 - « Soutenir les activités organisées pour les femmes élues autochtones, notamment celles organisées lors du Congrès des élues autochtones du Québec »;
 - « Mener des actions sur les territoires du Plan Nord en vue d'atténuer les retombées négatives du développement nordique sur les femmes autochtones et de prévenir les violences sexuelles envers les Autochtones, particulièrement les femmes et les enfants »;
 - « Soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violence conjugale et familiale, en partenariat avec les organisations autochtones »;
 - « Mettre en place un comité de travail « Femmes autochtones », œuvrant en matière de violences sexuelles, d'égalité entre les femmes et les hommes et de violence conjugale et familiale en vue de prioriser des actions structurantes pour les femmes autochtones ».

Autres actions 2019-2020 en matière de violences sexuelles (agressions et exploitation sexuelles) et de violence conjugale et familiale

- Mise en œuvre d'une démarche de travail collaborative en matière de violence conjugale et familiale coordonnée par le SCF, avec la collaboration du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA). Cette démarche vise à élaborer de nouvelles mesures en matière de violence conjugale et familiale spécifiquement consacrées aux Premières Nations et aux Inuits. Elle implique 11 organisations autochtones partenaires, ainsi que les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par la problématique. Ces mesures seront intégrées au PAGDSPNI.
- Suivi et mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, incluant les Premières Nations et les Inuits.

Participation du SCF aux commissions d'enquête autochtones en 2019-2020

- Participation du SCF au groupe de travail et au comité directeur visant à assurer le suivi des travaux des commissions d'enquête autochtones au Québec, sous la coordination du SAA. Le groupe de travail et son comité directeur concernent les deux commissions d'enquête autochtones : la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Au cours de l'exercice financier 2019-2020, le SCF a versé plus de 3,1 M\$ pour la réalisation de projets et ententes dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) participe au comité de suivi interministériel mis en place dans le cadre de la *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion*, et de sa stratégie d'action 2016-2021 sous la coordination du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI).

Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021

Dans le cadre des travaux menant à l'élaboration de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 (Stratégie)*, le SCF a pris acte des préoccupations soulevées au sujet des femmes immigrantes et issues des minorités ethnoculturelles.

Par conséquent, le SCF a travaillé, en collaboration avec plusieurs ministères et organismes, à l'élaboration d'interventions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes qui tiennent compte de la réalité des femmes doublement discriminées, dont les femmes immigrantes et issues des minorités ethnoculturelles.

Plusieurs actions de la Stratégie visent des femmes pouvant vivre des discriminations croisées, comme les femmes immigrantes ont été réalisées en 2019-2020 par le SCF :

- action 1.2.2 : Rendre accessible l'information sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux personnes nouvellement arrivées au Québec (responsable, SCF, collaborateur : MIFI);

Le SCF a tenu des consultations au cours de l'année 2019-2020 pour actualiser le guide *À parts égales, à part entière* dans un format plus dynamique et plus efficient à partir du site Internet du SCF. Afin d'assurer une mise à jour des contenus correspondant aux besoins des organismes qui utilisent ce guide, 264 organismes ont été questionnés par le biais d'un sondage en 2018-2019. Le SCF a organisé deux ateliers de discussion à Montréal en février 2019, avec 18 personnes représentant des organismes. Le guide, disponible sous fiches thématiques, a été mis en ligne en mars 2020. En outre, des affiches et des signets seront envoyés aux organismes qui œuvrent auprès des personnes immigrantes au cours de l'automne prochain.

- action 2.3.3 : Soutenir des activités visant à informer ou à sensibiliser les femmes immigrantes au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes dans un contexte d'intégration socio-professionnelle; (porteur : SCF; collaborateur : Famille, MEES, MEI, MTESS, SAJ);

En collaboration avec la Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), le SCF a lancé un appel de projets en matière d'équité salariale visant à sensibiliser les travailleuses non syndiquées et les travailleuses immigrantes à l'égard de leurs droits et recours. Huit projets d'un an ont été soutenus dans diverses régions du Québec. Le SCF a versé 207 490 \$ en 2019-2020 pour la mise en œuvre de ces projets. Ces projets contribuent également à la mise en œuvre de la mesure 2.3.4 de la Stratégie Égalité.

Dans le cadre de l'orientation 5 « Ensemble pour une société sans violence faite aux femmes », le SCF a soutenu le projet suivant :

- Soutenir l'intervention auprès des filles et des femmes affectées par les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) au Québec: des outils à l'intention des communautés, des professionnels et des organisations, Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Le SCF a versé un montant de 75 867 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

L'action structurante 6, qui consiste à soutenir des projets concrets d'envergure locale, régionale et nationale portant sur les grandes orientations de la Stratégie, privilégiant le développement de partenariats diversifiés, appelle à tenir compte de la dimension intersectionnelle (discriminations croisées) dans le choix des projets. Dans le cadre de l'appel de projets 2019-2020 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les projets suivants visent spécifiquement les femmes immigrantes.

Par exemple :

- « **Parlons égalité avec les filles immigrantes** », YWCA, Québec
Le SCF a versé un montant de 49 140 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **La culture égalitaire femmes/hommes dans un contexte québécois, Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (FCCE)**
Le SCF a versé un montant de 69 896 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Les Trois Sœurs unies pour l'égalité, Centre de santé des femmes de la Mauricie**
Le SCF a versé un montant de 36 283 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

Les actions de la Stratégie violences sexuelles, coordonnées par le SCF, prennent en considération le fait que les femmes et les enfants demeurent les principales victimes des violences sexuelles et que certains groupes de la population vivent des réalités qui les rendent plus vulnérables à ces violences.

Plusieurs actions tiennent compte des réalités différentes pour les personnes vivant avec certains facteurs de vulnérabilité, dont les personnes réfugiées, immigrantes ou issues des minorités ethnoculturelles.

Deux projets ciblant les femmes immigrantes sont également financés dans le cadre d'un appel de projets de sensibilisation en matière de violences sexuelles.

- **Abordons ensemble les types d'agressions sexuelles et également celles dont on parle peu; Fédération des communautés culturelles de l'Estrie**
Le SCF a versé un montant de 9 280 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Sensibilisation en matière de violences sexuelles et de violence conjugale : rejoindre les personnes LGBTQ et les personnes issues des communautés ethnoculturelles; Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal**
Le SCF a versé un montant de 9 941 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

Plan d'action en matière de violence conjugale 2018-2023

Quatrième plan d'action en violence conjugale portant sur cette problématique, le Plan propose 56 actions nouvelles ou bonifiées en réponse aux réalités actuelles, mais aussi aux enjeux persistants liés à la violence conjugale. Une des mesures portées par le SCF tient plus particulièrement compte des réalités des personnes doublement discriminées :

- action 2 : Développer, adapter ou rediffuser des outils de sensibilisation et d'information de manière à mieux joindre des groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité par rapport à la violence conjugale ainsi que les enfants exposés à cette violence; (porteur : SCF, collaborateur : Famille, MIFI, MJQ (y compris le BLCH, MSSS y compris le SA, OPHQ, SAJ)

Le SCF a ainsi soutenu le projet **Traduction du feuillet promotionnel de SOS violence conjugale (9 langues) et des outils de sensibilisation « SOS-INFO » (1 langue); SOS violence conjugale, National.**

Le SCF a versé un montant de 8 249 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

Différents projets ciblant les femmes immigrantes sont financés dans le cadre de divers appels de projets en matière de violence conjugale :

- **Sensibiliser les intervenants de 1re ligne : mythes et réalités juridiques de la violence conjugale; Éducaloi, National**
Le SCF a versé un montant de 47 562 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Et si je te disais que c'est de la violence ?; SOS Violence conjugale, National**
Le SCF a versé un montant de 50 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Violence conjugale : agir dans le concret!; Femmes du monde à Côte-des-Neiges, Montréal**
Le SCF a versé un montant de 5 246 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Ensemble pour mettre fin à la violence conjugale; Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, Montréal**
Le SCF a versé un montant de 10 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Non, tu n'es pas seule; Maison d'Haïti, Montréal**
Le SCF a versé un montant de 9 043 \$ en 2019-2020 pour ce projet.
- **Prévention de la violence dans les relations amoureuses chez les mineur(e)s de la communauté chinoise; Service à la famille chinoise du Grand Montréal**
Le SCF a versé un montant de 10 000 \$ en 2019-2020 pour ce projet.

En 2019-2020, le SCF a versé 1 102 980 \$ \$ pour des projets visant les femmes immigrantes.

La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* prévoit, dans le cadre de l'action 1.1.2, promouvoir une image corporelle saine et diversifiée.

En cohérence avec les principes de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (CHIC), des activités sont mises en œuvre, dans le cadre de projets financés par le Secrétariat à la condition féminine, afin de sensibiliser la population à l'enjeu de la représentation idéalisée du corps des femmes et des hommes ayant comme conséquence une préoccupation excessive à l'égard du poids et de l'apparence physique, notamment.

Le microsite de la CHIC n'existe plus, mais afin de poursuivre les efforts de sensibilisation à cette problématique, l'action 1.1.2 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*, intitulée « Élaborer et mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de la promotion d'une image corporelle saine et diversifiée en étroite collaboration avec l'industrie de l'image et les partenaires gouvernementaux », contribue à promouvoir une image corporelle saine et diversifiée.

Montants versés pour 2019-2020

En cohérence avec les principes de la CHIC, les projets ci-dessous visent à sensibiliser la population à l'enjeu de la représentation idéalisée du corps des femmes et des hommes ayant comme conséquence une préoccupation excessive à l'égard du poids et de l'apparence physique, notamment.

Montants versés en 2019-2020

Organisme	Titre	Description	Année de l'annonce	Durée	Montants 2019-2020 (\$)
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Image de la femme: réalités et perceptions en dialogue	Sensibilisation et éducation aux stéréotypes entourant le corps de la femme par le biais d'une recherche documentaire, d'ateliers de réflexion/formation, d'entrevues et de focus groupe. Les participant(e)s seront invités à réfléchir aux impacts de la représentation du corps de la femme et ainsi déconstruire et combattre les stéréotypes et le sexisme qui y sont liés.	2019-2020	2 ans	50 810 \$
Bien avec mon corps	Déconstruire la pression liée à l'apparence physique chez les jeunes; une fausse croyance à la fois	Le projet consiste en la conception et la diffusion d'une série de 24 capsules vidéo destinées aux jeunes et visant à déconstruire les stéréotypes et les fausses croyances reliées à l'apparence physique. Douze des 24 capsules vidéo abordent les fausses croyances reliées à l'apparence physique par le biais d'expériences que vivront un groupe de jeunes qui, par la suite, nous partagent leurs réactions et réflexions. Douze autres capsules vidéo prennent la forme de rencontres avec des personnalités connues et appréciées des jeunes qui, à leur tour, nous parlent d'une fausse croyance qui les interpelle ou les choque.	2019-2020	2 ans	47 816 \$
Grands Frères Grandes Sœurs de la Porte du Nord	Partenaires unis pour une socialisation et une éducation égalitaires	Sensibiliser les parents intervenants aux pratiques égalitaires. Sensibiliser les jeunes aux stéréotypes sexuels, au sexisme, à une image corporelle saine et diversifiée, au consentement et aux relations de couple égalitaires.	2017-2018	3 ans	14 229 \$
Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre	Favoriser une image corporelle positive afin de lutter contre les stéréotypes sexuels	Déployer une formation en ligne pour les milieux scolaires à partir du programme « Bien dans sa tête, bien dans sa peau »	2017-2018	3 ans	15 000 \$
Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre	Pour des pratiques éducatives égalitaires qui	Production de contenus destinés aux agents de socialisation des enfants de 0-5 ans, soit les gestionnaires de la petite enfance (webinaire), les	2018-2019	2 ans	20 000 \$

P. 65 CHARTE QUÉBÉCOISE POUR UNE IMAGE CORPORELLE SAIN ET DIVERSIFIÉE : BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES SOMMES ENGAGÉES DEPUIS 2019-2020, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

Organisme	Titre	Description	Année de l'annonce	Durée	Montants 2019-2020 (\$)
	favorisent une image corporelle positive à la petite enfance	intervenants de la petite enfance (fiches et capsules vidéo) ainsi que les parents (publications), et ce, dans le but de les sensibiliser à adopter des pratiques éducatives égalitaires favorisant le développement d'une image corporelle positive.			
Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre	Promouvoir une représentation saine et diversifiée du corps auprès de l'industrie de l'image et des Québécois.es	<p>Le projet vise à poursuivre les efforts afin de favoriser une représentation saine et diversifiée du corps par le biais de trois axes d'interventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sensibiliser le grand public par la création d'une capsule vidéo et une boutique éphémère dans le cadre du 10^e anniversaire du Prix IMAGE/in; • sensibiliser les parents aux méfaits des normes sociales proposant un modèle unique de beauté chez les femmes et les hommes, par le concours et le défilé parent-jeune dans le cadre du Festival Mode & Design; • outiller les acteurs de l'industrie de l'image à intégrer les pratiques en ce sens, par une formation et une base d'images. 	2018-2019	2 ans	20 000 \$

P.66 PRÉCISER SI UN BILAN DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES MENÉES AUPRÈS DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES EN 2019-2020 EN MATIÈRE D'AGRESSIONS ET D'EXPLOITATION SEXUELLE A ÉTÉ PRODUIT PAR LE SCF.

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas mené de consultation particulière en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle auprès des organisations autochtones en 2019-2020.

Les 16 organismes spécialisés en développement de la main-d'œuvre féminine (OSDMOF) liés au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) sont des ressources externes du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) – Emploi-Québec et obtiennent un financement par le biais des ententes de services avec le MTESS (plus de 7 M\$ par année au total depuis 3 ans).

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) n'offre pas de programme permettant de soutenir la mission de base des organismes.

En 2019-2020, le SCF a versé :

- 15 000 \$ au Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME) pour son projet « Intervention de proximité ». Le projet soutenu, d'une durée d'un an, visait l'amélioration de l'employabilité des femmes, particulièrement celles éloignées du marché du travail. Il a été soutenu dans le cadre de l'appel de projets pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2019 du SCF.
- 28 000 \$ à l'organisme CIME ainsi que 28 000 \$ à l'organisme Partance, centre d'emploi pour femmes inc., pour la mise en œuvre de projets visant à informer les femmes natives ou issues de l'immigration non syndiquées au sujet de leurs droits et recours en matière d'équité salariale. Ces projets d'un an ont été soutenus dans le cadre de l'appel de projets spécifique en matière d'équité salariale, lancé par le SCF à l'automne 2019.
- 88 955 \$ pour la mise en œuvre de trois projets portés par l'organisme Connexion emploi Ressources femmes. Deux de ces projets se sont terminés en 2019-2020 et visaient à rendre accessible, via une plateforme virtuelle, de l'information et des outils en lien avec l'intégration des femmes dans les secteurs d'avenir et de la construction, à outiller les femmes dans leur processus d'intégration en emploi dans ces secteurs et former des agentes multiplicatrices à l'intérieur des OSDMOF. L'autre projet, d'une durée d'un an, a débuté en 2019-2020 et vise à sensibiliser, informer et former les partenaires régionaux des OSDMOF, ainsi que les femmes susceptibles de se diriger dans les secteurs à prédominance masculine à l'importance de la mixité en emploi et de poser des gestes concrets pour y arriver.
- 70 000 \$ à l'organisme Accès-Travail-Femmes pour la réalisation des projets « Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers d'avenir » et « Mobilisons les entreprises ». Ces projets visent respectivement à favoriser l'intégration des femmes dans les secteurs d'avenir et à mobiliser les entreprises autour de l'accueil et du soutien des femmes en emploi dans les secteurs à prédominance masculine. Ces projets ont été annoncés en 2018-2019 et sont d'une durée de deux ans.
- 30 000 \$ à l'organisme Options sans limite pour la réalisation du projet « Option'elles » qui vise à soutenir les femmes dans leur démarche d'intégration et de maintien en emploi dans des secteurs d'emploi ciblés où elles sont sous représentées. Ce projet a été annoncé en 2018-2019 et est d'une durée de deux ans.
- 50 000 \$ à l'organisme SEMO Le Jalon pour la réalisation du projet « Autonomisation économique des femmes immigrantes ». Ce projet vise à outiller les femmes immigrantes en leur apportant une information pertinente au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec dans le contexte de leur démarche d'intégration socio-professionnelle. Ce projet a été annoncé en 2018-2019 et est d'une durée de deux ans.

Le SCF a eu plusieurs échanges avec les OSDMOF liés au CIAFT en 2019-2020, pour discuter du financement des OSDMOF et des collaborations possibles dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*.

Dépenses engagées :

- Aucune nouvelle dépense engagée en 2019-2020 étant donné que la Table a complété son mandat.

Effectif lié à ce projet, incluant le mandat et la rémunération :

- Aucun effectif étant donné que la Table a complété son mandat.

La Table des partenaires influents a été créée par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le 9 janvier 2012. Le mandat de la Table consistait à proposer des moyens pour augmenter le nombre de femmes dans la haute direction et les conseils d'administration des sociétés cotées, ainsi qu'à promouvoir l'objectif fixé et à susciter l'adhésion à celui-ci. La Table a émis ses recommandations, en 2013, dans la *Stratégie d'action de la Table des partenaires influents pour accélérer la progression des femmes dans la gouvernance des sociétés cotées*.

P. 69 PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER « INITIATIVE DE PARTENARIAT – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » (INCLUANT LES ENTENTES ADMINISTRATIVES EN ÉGALITÉ) DU SCF EN 2019-2020. POUR CHACUN, INDIQUER, PAR RÉGION :

A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;

B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;

C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.

Le Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat n'existe plus et a été remplacé par le Programme de soutien financier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Veillez vous référer à la réponse de la question 71 des renseignements particuliers.

P. 70 APPEL DE PROJETS NATIONAUX, LOCAUX ET RÉGIONAUX EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES LANCÉ EN 2019-2020 PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER « INITIATIVE DE PARTENARIAT – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » : FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS. VENTILER PAR PROJET DÉPOSÉ EN FOURNISSANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISATION AYANT DÉPOSÉ UN PROJET;
- B. LA NATURE DE L'ORGANISATION, PAR EXEMPLE : MRC, MUNICIPALITÉS, ORGANISATIONS PARAPUBLIQUES DES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX OU DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL / ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, MILIEUX AUTOCHTONES;
- C. SI OUI OU NON LE PROJET A ÉTÉ DÉPOSÉ EN FORMAT « PARTENARIAT »;
- D. LE MONTANT SOUMISSIONNÉ POUR LE PROJET;
- E. LE RÉSUMÉ DU PROJET PROPOSÉ;
- F. LE CAS ÉCHÉANT, LES ÉTAPES D'ANALYSE FRANCHIES POUR LE PROJET;
- G. LE CAS ÉCHÉANT, LES MOTIFS SOMMAIRES DE REJET POUR LE PROJET.

FOURNIR LA LISTE DES PROJETS N'AYANT PAS ÉTÉ RETENUS DANS LE CADRE DE CES APPELS DE PROJETS.

La quatrième édition de l'appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2019-2020 a été lancée le 21 mai 2019, afin de mettre en œuvre l'action structurante 6 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* (Stratégie égalité), intitulée « Soutenir des projets concrets d'envergure locale, régionale et nationale portant sur les grandes orientations de la Stratégie, privilégiant le développement de partenariats diversifiés et tenant compte de la dimension intersectionnelle ». Cet appel de projets comporte deux volets : le volet « Projets locaux et régionaux » et le volet « Projets nationaux ». La date limite de soumission des projets était le 5 juillet 2019 inclusivement. Toutes les orientations de la Stratégie égalité ont été ciblées, à l'exception de l'orientation 5 « Pour une société sans violence faite aux femmes », puisque l'appel de projets « Sensibilisation en matière de violence conjugale 2019-2020 » a été lancé le 2 décembre 2019.

Un guide d'information à l'attention des organismes a été diffusé sur le site Web du SCF. Ce guide présentait les objectifs et modalités générales de l'appel de projets, les critères d'admissibilité des organismes, des activités, des projets et des dépenses, ainsi que les critères d'analyse et la liste des documents obligatoires à transmettre.

Le processus d'analyse des projets a été déployé de juillet à décembre 2019; incluant l'évaluation des projets par un comité avisé.

Au terme du processus d'analyse des projets déposés, **44 projets** ont été retenus pour bénéficier d'une aide financière annuelle ou pluriannuelle totalisant **6 901 515 \$** :

- Volet Projets locaux et régionaux : 29 projets, dont 2 projets d'une durée d'un an et 27 projets d'une durée de deux ans, bénéficiant d'une aide financière totalisant 4 095 204 \$.
- Volet Projets nationaux : 15 projets d'une durée de deux ans ont bénéficié d'une aide financière totale de 2 806 311 \$.

**Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
Appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2019-2020**

Projets financés

Volet – Projets locaux et régionaux

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean

Récif 02 Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean

Femmes et pouvoir +: Au cœur des décisions	Le projet « Femmes et pouvoir municipal + : Au cœur des décisions » vise à augmenter le nombre de femmes en politique municipale, particulièrement le nombre de femmes représentant la diversité au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Par des actions structurantes et une vision globale, le projet souhaite susciter un engouement pour la politique municipale auprès des femmes représentant la diversité, offrir un programme de mentorat répondant aux besoins de toutes les femmes et sensibiliser les jeunes aux enjeux municipaux.	2	87 113 \$
--	--	---	-----------

PUAKUTEU, Comité de femmes de Mashteuiatsh

Place aux femmes Innuatsh 2020-2022	Le projet « Place aux femmes Innuatsh 2020-2022 » consiste à travailler avec des femmes vivant des situations de vulnérabilité, afin de construire ensemble notre connaissance sur ce qui touche la gouvernance, l'implication communautaire et l'avenir de notre Première Nation des Pekuakamiulnuatsh. Par la prise de parole des femmes en situation de vulnérabilité sur les répercussions possibles du traité chez les femmes et les hommes de Mashteuiatsh, elles auront surmonté l'obstacle de leur intégration sociale à la vie démocratique communautaire.	2	105 300 \$
-------------------------------------	---	---	------------

03 – Capitale-Nationale

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
Maison des Jeunes La Baraque des Éboulements	Égal-IT: les MDJ en action pour des relations égalitaires!	<p>Le projet Égal-IT est une série d'ateliers qui s'adresse aux jeunes de 12 à 17 ans. Les ateliers, sous la supervision d'un comité jeunes, ont pour objectifs de développer l'esprit critique à l'égard des stéréotypes sexuels qui nous entourent, de reconnaître les comportements qui sont malsains et inégalitaires dans nos relations amoureuses et intimes, de réfléchir ensemble sur les impacts que les stéréotypes sexistes ont sur nos choix de carrière comme fille ou comme garçon, et de donner la parole aux jeunes afin qu'ils et elles sensibilisent la communauté sur l'importance de développer des relations égalitaires et pour les jeunes hommes, à devenir des alliés dans la lutte.</p>	1	16 488 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi de Portneuf	Équité et diversité	<p>Le projet vise à briser des préjugés dans le cadre des projets de premières expériences de travail des jeunes et plus particulièrement auprès des projets Coopératives d'initiation à l'entrepreneuriat collectif (CIEC) de la MRC de Portneuf. Des interventions sont prévues auprès des jeunes eux-mêmes, de la clientèle à qui ils offrent des services dans la communauté ainsi qu'auprès des principaux employeurs d'étudiants de la MRC de Portneuf. Il permettra de sensibiliser et d'outiller les jeunes filles et garçons âgés de 12 à 25 ans à mieux comprendre et appliquer l'équité salariale dans la tarification des contrats ou dans les emplois étudiants en général, d'expérimenter la diversification des métiers et de découvrir des métiers traditionnellement occupés par des jeunes de l'autre sexe. Finalement, le projet permettra également d'augmenter le nombre de jeunes filles occupant des postes décisionnels.</p>	2	36 972 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
Centre des femmes de la Basse-Ville	Femmes marginalisées et employabilité	<p>Dans l'optique de favoriser l'autonomisation économique des femmes en améliorant leur employabilité, particulièrement celles éloignées du marché du travail; le Centre des femmes de la Basse-Ville mettra sur pied un programme de retour graduel à l'emploi axé sur l'autodétermination. En effet, les femmes participantes auront accès à des ateliers préparatoires au marché du travail, tout en mettant en pratique leurs apprentissages en tenant un café, une garderie et une friperie à l'intérieur de notre établissement. Les participantes seront invitées à mettre en branle leur savoir-faire en les partageant aux autres femmes du Centre par le biais d'ateliers qu'elles animeront.</p>	2	69 301 \$
YWCA Québec	Parlons égalité avec les filles immigrantes	<p>Le projet vise la création d'un guide portant sur l'égalité des genres et les droits et libertés avec une soixantaine de filles de la région de Québec dont plus de la moitié sont issues de l'immigration. Ce guide, par et pour les filles, sera utilisé par le Centre filles de la YWCA pour faire des ateliers de formation et des interventions auprès des jeunes, des parents et des professionnel(le)s de milieu jeunesse afin de mettre en lumière des situations sexistes qui marquent la vie des filles et des moyens d'action simples et efficaces pour atteindre l'égalité.</p>	2	49 140 \$
Accès Transports viables - regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	Campagne de sensibilisation sur les besoins des femmes en matière de mobilité	<p>Dans le contexte du développement du réseau structurant de transport en commun de la Ville de Québec, de la mobilisation du Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec (TRAAQ) sur la question de la tarification sociale, et de la diffusion par le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN) de l'État des lieux sur les besoins des femmes en matière de pauvreté et de transport, les trois organismes partenaires souhaitent travailler en collaboration pour sensibiliser les acteurs et actrices de la mobilité aux réalités des femmes en situation de pauvreté face au transport et à l'aménagement du territoire.</p>	2	62 482 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
04-Mauricie				
Centre de santé des femmes de la Mauricie	Les Trois Sœurs unies pour l'égalité	<p>Le projet présenté consiste en la création d'un outil de diffusion pouvant prendre différentes formes (le véhicule de communication sera décidé par les femmes participantes) afin de mettre en lumière les discriminations systémiques et les stéréotypes qui affectent précisément les femmes immigrantes, racisées, autochtones et québécoises et qui les confinent dans des situations d'inégalité. En plus d'expliquer concrètement les différentes oppressions, l'outil de diffusion suggérera des pistes d'actions applicables au quotidien afin d'éviter de les perpétuer, et ainsi être un allié en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous développerons également un guide d'animation destiné aux intervenants qui accompagnera l'outil de diffusion, ce qui permettra d'offrir des ateliers dans divers milieux concernés par les conditions des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces deux outils s'adressent à un public cible mixte.</p>	2	36 283 \$
05 – Estrie				

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

Ce projet d'une durée de deux ans vise à promouvoir le principe d'égalité femmes-hommes au Québec auprès des personnes nouvellement arrivées afin qu'elles puissent mieux s'intégrer dans la communauté. Pour ce faire, la Fédération des communautés culturelles de l'Estrie effectuera une évaluation sur la perception de l'égalité femmes-hommes auprès de 112 femmes et 84 hommes nouvellement arrivés et issus de 28 communautés différentes. Suite à cette évaluation, un comité avisier composé de femmes et d'hommes choisira l'option à mettre en œuvre pour informer les personnes nouvellement arrivées. Ensuite, 24 ateliers de simulation de cas seront abordés avec 10 femmes et 5 hommes par atelier sous forme de forum de discussion. Une synthèse de ces ateliers permettra à la Fédération des communautés culturelles de produire un guide de promotion du principe d'égalité femmes-hommes au Québec adapté et destiné aux personnes nouvellement arrivées. Ce guide servira de référence aux professeur(e)s en francisation lorsqu'ils aborderont la thématique des valeurs québécoises avec leurs étudiant(e)s. Les organismes d'accueil des immigrants introduiront le guide à leur troussé d'accueil des personnes nouvellement arrivées. Les 28 associations affiliées à la FCCCE auront l'opportunité d'aborder le contenu du guide lors des rencontres de socialisation de leurs membres.

La culture égalitaire femmes\ hommes dans un contexte Québécois

Fédération des Communautés Culturelles de l'Estrie (FCCCE)

69 896 \$

2

« Pour en finir avec le plafond de béton » se veut un projet qui se réalisera en Estrie (Sherbrooke). Il s'agit d'une offre mensuelle d'ateliers d'amélioration de compétences et de connaissances, de jumelage entre femmes de différentes origines, de réseautage et de mini stages d'observation. Les participantes sont guidées par une marraine en fonction de leurs intérêts, leurs besoins et dans le but de les préparer à une expérience de participation citoyenne. Les marraines sont des femmes d'expérience provenant de différents milieux professionnels, qui sont inspirantes et qui les aide dans leur cheminement. Le projet encourage l'empowerment au féminin.

Actions interculturelles de développement et d'éducation Pour en finir avec le plafond de béton

49 148 \$

2

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

En collaboration avec ses partenaires, le CBM vise à optimiser les axes de diffusion de son offre de service pour accroître le recrutement, améliorer l'encadrement et l'accompagnement des élèves féminines ainsi qu'offrir du soutien aux différent(e)s intervenant(e)s pour favoriser le maintien en formation et l'intégration au marché du travail de ces femmes dans des milieux traditionnellement masculins.

CampusBrome-Missisquoi (CBM), Commission scolaire du Val-des-Cerfs et Commission scolaire Eastern Townships

Le DEP : un atout pour l'égalité!

102 960 \$

2

06 – Montréal

« Se connecter à l'égalité » vise à outiller les jeunes de 12 à 25 ans au développement de relations égalitaires dans le réel et le virtuel; le projet initiera une réflexion autour du partage de l'espace public entre les genres par l'animation d'ateliers d'éducation sexuelle en milieu réel et virtuel et le lancement de 4 capsules de sensibilisation au sujet du sexisme et des stéréotypes sexuels. Une recherche-action sera élaborée pour décrire la prévalence du sexisme et des violences associées en ligne chez les jeunes et de qualifier leurs expériences (victime, témoin ou auteur-trice). Les effets du projet seront évalués et mis en relation avec les données recueillies au préalable.

L'Anonyme U.I.M.

Se connecter à l'égalité

80 514 \$

2

« Inspirez la relève, un stage à la fois » est un projet de stages d'exploration de carrières proposé annuellement à plus de 1200 filles de la 3e et de la 4e secondaire. L'objectif est de les faire réfléchir sur des sujets qui ont un impact sur leurs choix d'études ou de carrières en plus de leur donner l'opportunité de passer une semaine avec une mentore au sein de son organisation œuvrant dans un secteur non traditionnel. Nous mettons l'emphase sur la rencontre privilégiée et la promotion de modèles de réussite féminine diversifiés.

Fonds Ville-Marie

Inspirez la relève, un stage à la fois

95 940 \$

2

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
Table de quartier de Montréal-Nord (TQMN)	Pas à pas : Montréal-Nord, une communauté engagée vers l'égalité	PAS À PAS contribue à créer les conditions nécessaires pour une éducation à l'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de Montréal-Nord. À l'aide de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+), ce projet offre de la formation et de l'accompagnement à des éducateur(trice)s, des intervenant(e)s, des enseignant(e)s et des parents afin qu'ils et qu'elles développent une pratique réflexive sur leurs interventions et sur leur rôle d'agent(e) de socialisation. Il offre aussi l'accès à une socialisation et à des pratiques d'activités exemptes de stéréotypes sexuels et de racisme à plus de 1 000 jeunes âgés de 0 à 17 ans.	2	105 281 \$
07- Outaouais				
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	Le FabLab féminin est un projet novateur qui vise à faire entrer les femmes autochtones de plein pied dans l'ère du numérique. La vision de ce projet est que l'utilisation des nouvelles technologies permette aux femmes autochtones d'être exposées à différents choix de carrières reliées à la nouvelle économie numérique. Le principal objectif est donc de conférer aux femmes autochtones, les mêmes opportunités d'apprentissage, d'épanouissement et d'employabilité que les hommes qui, pour l'instant, dominent dans ce secteur d'activités.	2	140 400 \$
L'Antre-Hulloises Inc.	Parcours vers l'autonomie des femmes en Outaouais	Le projet vise à agir sur les facteurs discriminatoires et l'iniquité toujours persistante dans la progression des femmes sans diplôme vers l'autonomie financière, facteur déterminant à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. Un processus participatif impliquant les femmes concernées et le déploiement d'une stratégie de mobilisation concertée avec le milieu permettront d'instaurer des mécanismes d'aide et des mesures d'atténuation contrant les obstacles rencontrés par celles-ci dans leur parcours de scolarisation les conduisant vers l'obtention d'un diplôme d'études secondaires (DES).	2	98 224 \$
8- Abitibi-Témiscamingue				

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Image de la femmes: réalités et perceptions en dialogue	Sensibilisation et éducation aux stéréotypes entourant le corps de la femme par le biais d'une recherche documentaire, d'ateliers de réflexion et formation, d'entrevues et de groupes de discussion. Ces activités permettront la création d'outils de sensibilisation et mèneront à la production d'un texte de théâtre documentaire. Ce texte portera sur les enjeux et les discours sociaux et témoignera de la parole des groupes cibles. Les participant(e)s seront invités à réfléchir aux impacts de la représentation du corps de la femme et ainsi déconstruire et combattre les stéréotypes et le sexisme qui y sont liés. Un débat avec des intervenant(e)s suivra la lecture publique de la pièce.	2	50 818 \$
C.A.P.A.S. de l'Abitibi-Ouest	Outil pour socialiser	Nous visons, par ce projet, à créer une trousse clé en main permettant aux différents acteurs gravitant autour des enfants d'être outillés face à une socialisation et éducation égalitaires saines. Dans cette trousse, nous souhaitons y retrouver différentes plateformes permettant d'aborder le sujet de diverses façons (jeux, livres, guide). L'étude des différentes méthodes pédagogiques nous permettra de créer des outils adaptés aux tranches d'âge les plus cruciales de la socialisation chez l'enfant. Nous aimerions y intégrer des méthodes interactives qui auront un impact sur les premiers milieux de socialisation chez les enfants, soit le milieu familial, les CPE et les écoles.	2	53 071 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
11 – Gaspésie–Îles-de la Madeleine				
Le Centre Louise-Amélie	Enfant-sillage	Bien que l'école encourage une éducation et une socialisation égalitaires, affranchies de sexisme et de stéréotypes sexuels, les enseignant(e)s sont confronté(e)s à des situations complexes, dont l'affirmation chez les jeunes de valeurs patriarcales traditionnelles qui associent par exemple aux garçons l'autonomie et aux filles la passivité. Le risque de conduire à l'exercice du pouvoir dans les relations entre filles et garçons est réel. C'est ainsi qu'a pris naissance l'idée d'une collaboration entre le refuge et les écoles. Le projet veut combattre le sexisme par l'accompagnement du personnel scolaire dans l'offre de services et l'animation d'activités auprès des élèves.	2	35 117 \$
12- Chaudière-Appalaches				
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Ensemble vers la parité et l'égalité en Chaudière-Appalaches	Ensemble vers la parité et l'égalité en Chaudière-Appalaches est un projet régional qui promeut la participation des femmes en politique municipale. Ce projet vise à augmenter le nombre de candidates et d'élus pour les prochaines élections municipales en 2021. Ceci en considérant les besoins et les conditions de vie des femmes intéressées par la politique municipale en Chaudière-Appalaches et la réalité des acteurs socio-économiques et des instances décisionnelles et politiques de la région. Ce projet a donc une visée sociale, féministe, démocratique et politique favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes.	2	42 678 \$
13-Laval				
Bureau de consultation jeunesse	Pour une démarche identitaire sans sexisme	Le projet mis de l'avant par le Bureau de consultation jeunesse (BCJ) sous le titre « Pour une démarche identitaire sans sexisme » a pour caractéristique d'être réalisé en coconstruction avec des jeunes de 14 à 18 ans du complexe de HLM de Place Saint-Martin (PSM) à Laval. Son objectif central est de combattre les stéréotypes sexuels et le sexisme en favorisant diverses prises de conscience des jeunes filles et en les mobilisant notamment à travers la mise en œuvre d'un projet artistique. L'effet majeur recherché est le développement de leur pouvoir d'agir et de leur implication citoyenne au sein de la communauté.	2	84 240 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

Le projet vise à s'attaquer aux stéréotypes sexuels et au sexisme liés aux emplois non traditionnels. Par des ateliers offerts au deuxième cycle du primaire, nous ferons la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, tant en ce qui a trait aux choix professionnels qu'à la réussite et à la motivation scolaires. Dans un souci d'inclusion des groupes souvent discriminés, une attention particulière sera portée afin d'inclure des femmes autochtones, racisées et en situation d'handicap. Nous souhaitons adapter le projet « Education and employer ».

Collège Montmorency

Femmes inspirantes

2

66 830 \$

14 – Lanaudière

Ce projet vise à favoriser la mise en action des femmes éloignées du marché du travail grâce à la mise en place d'une approche d'intervention de proximité. Les femmes sont rencontrées dans leur milieu afin de les sensibiliser aux enjeux qui limitent leur mobilisation dans une démarche d'insertion socioprofessionnelle. Les activités du projet les amènent à mieux percevoir leur potentiel d'employabilité et à les aider à intégrer un programme d'aide à l'emploi. Le projet est développé dans la perspective d'améliorer l'égalité et l'équité socio-économique entre femmes et hommes. Les ressources du milieu sont concertées pour identifier des pistes de solutions à ces enjeux.

Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière

Femmes en action

2

86 226 \$

15-Laurentides

Le Programme de mentorat de groupe au féminin des Basses-Laurentides consiste à la création d'un groupe de mentorat féminin, qui participera à dix séances thématiques annuelles. Notre objectif est de développer et de consolider la fibre entrepreneuriale des femmes qui possèdent leur propre entreprise, afin de réduire les inégalités d'opportunités d'affaires auxquelles elles font face dans leur parcours professionnel. Nous contribuons à la croissance personnelle des femmes, en tant qu'entrepreneures, et au développement de leur entreprise, tout en encourageant le développement économique de la région.

Fonds communautaire d'accès au micro-crédit

Programme de mentorat de groupe au féminin des Basses-Laurentides

2

8 031 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

Centre d'intégration en emploi Laurentides

La conciliation travail-famille, c'est l'affaire de tous!

« La conciliation travail-famille, c'est l'affaire de tous! » est un projet régional porteur axé sur la sensibilisation des parents salariés (hommes et femmes), des entrepreneurs, des dirigeants d'entreprises et du grand public à l'importance de faire progresser ensemble l'égalité de fait en matière d'articulation travail-famille, ce qui comprend notamment la promotion du partage équitable des responsabilités familiales et professionnelles ainsi que la promotion et la mise en application de saines mesures de conciliation travail-famille au sein des entreprises de la région.

La conciliation travail-famille, c'est l'affaire de tous!

2

76 601 \$

Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Deux-Montagnes

Fière gestionnaire

Fière Gestionnaire vise à atteindre la parité dans les lieux décisionnels par une offre de formation, d'accompagnement et par la présentation de modèles inspirants de femmes gestionnaires.

2

70 180 \$

16 – Montérégie

Maison des jeunes de Varennes

Alter Égaux

Le projet vise à combattre les stéréotypes sexuels et le sexisme afin de permettre une socialisation et une éducation égalitaires des adolescents. Le projet permettra l'identification des inégalités dans les différentes sphères de vie, les moyens à prendre afin d'affirmer ces inégalités (principe d'autodétermination) ainsi que des pistes de solutions afin d'agir sur ces comportements et les modifier (alternatives). Les activités vox pop et capsules podcast pourront être diffusées sur le site Internet de la maison des jeunes, sur le blogue Alter Égaux réalisé dans l'édition 2018-2019 du projet ainsi que par le croisement avec différents sites partenaires (École secondaire, Ville de Varennes).

2

18 148 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

À ton rythme! est un projet qui vise l'autonomisation économique des femmes éloignées du marché du travail aux prises avec des difficultés touchant différentes sphères de leur vie. À travers divers ateliers de groupe, des rencontres individualisées, ainsi que des expériences de bénévolat et de stages, les femmes seront amenées à découvrir leur potentiel et à identifier leurs principaux intérêts, forces et compétences. Cette prise de conscience a pour objectif de leur permettre d'entrevoir une intégration sur le marché du travail, ce qui pourra contribuer à établir un meilleur équilibre quant au partage des responsabilités entre les femmes et les hommes.

L'Orientheque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'œuvre

À ton rythme!

2

112 320 \$

Le projet vise à offrir des ateliers qui permettront de sensibiliser les jeunes de 12 ans et plus à l'importance de développer des rapports sains et égalitaires, tant dans les relations amicales et amoureuses que dans leurs rapports sexuels. Il est l'objectif général puisqu'il est un facteur de protection important. La sensibilisation et la prévention permet aux jeunes d'être plus aptes à détecter les situations à risques, y réagir et se protéger adéquatement. Des ateliers sur la puberté, l'image corporelle, les droits et responsabilités, le consentement, les comportements sécuritaires en ligne et les effets de la distribution de matériel intime sur Internet seront offerts aux jeunes.

Sexualité et Influence \$ (S & 1) de la Table Jeunesse Samuel-de-Champlain/Maison de Jeunes l'Escalier en Mon Temps

Pareil, pas pareil ? : Une éducation aux relations égalitaires et respectueuses

1

23 411 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

Volet – Projets nationaux

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020*
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	--------------------

Formation en transformation citoyenne en loisir offerte en deux déclinaisons : volet « jeunes » et volet « adultes ». La formation prendra la forme d'un module autonome et sera offerte dans divers milieux du loisir en plus de faire l'objet d'une intégration complète au sein de la formation cadre du programme DAFA d'animation en loisir. Nous souhaitons modifier les perceptions genrées que l'on retrouve dans les jeux et les activités physiques (volet "jeunes") et en gestion et en gouvernance (volet "adultes") dans le domaine du loisir (organismes de loisir, camps de vacances et camps de jour, centres communautaires de loisir, loisir municipal, etc.)

Femmes et filles en loisir : Égalité en jeu

Conseil québécois du loisir

70 200 \$

Le projet vise à modifier l'image et les aprioris de la société concernant les menstruations afin que celles-ci ne soient plus vécues, par les femmes, comme une honte et une pathologie. Les objectifs du projet sont de lutter contre les préjugés sexistes liés aux règles, en demandant une réelle égalité économique pour les femmes marginalisées en exigeant leur accès gratuit à des produits d'hygiène menstruelle et d'informer le grand public (femmes-hommes) et les intervenant(e)s en santé sur les spécificités du cycle féminin pour limiter la médicalisation et ses effets à long terme.

La Vie en ROUGE

Réseau québécois d'action pour la santé des femmes

112 320 \$

Mobiliser huit associations féministes à travers le Québec pour le déploiement d'une campagne de sensibilisation citoyenne sur le travail invisible durant les deux prochaines années. L'objectif de cette campagne est de rendre visible en collectivisant les expériences de travail invisible et en partageant les solutions afin d'encourager une transformation des mœurs individuelles et collectives. Par un dialogue sur les tâches qui compose ce travail, la durée, la charge, les limites et les conditions dans lesquelles il s'exerce, qui le réalise et au bénéfice de qui, nous pourrions mieux en répartir les responsabilités entre les sexes, l'état et le secteur privé.

Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas) Le travail invisible, ça compte!

140 400 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

Fortes de ses projets : Agricultrices et instances agricoles et du programme de mentorat politique, Embarque!, les Agricultrices du Québec (AQ) développent la phase 3 de sa démarche visant à atteindre la mixité (30 %) dans les conseils d'administration de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Les diagnostics des affiliés de l'UPA sont déjà établis et des outils ont été développés afin de mettre en place des actions permanentes pour favoriser l'avancement des femmes dans les instances agricoles. Le projet vise à embaucher deux agentes de mobilisation pour créer des comités de recrutement de candidates et soutenir les actions des syndicats d'agricultrices. Les objectifs du projet sont de développer des sessions d'information ayant pour effet de sensibiliser les agricultrices sur les impacts de la présence des femmes au sein des instances agricoles et de créer des cellules de candidates en vue des AGA afin qu'elles se présentent aux élections de leur syndicat local ou spécialisé.

Agricultrices du Québec

En route vers la mixité

2

140 400 \$

Recruter, former, outiller et soutenir des ingénieures et des étudiantes du milieu universitaire en génie provenant des différentes régions du Québec. Ces modèles inspirantes, ingénieures et étudiantes universitaires, auront le mandat de rencontrer des jeunes filles au collégial afin de les informer sur les nombreuses possibilités de professions dans le domaine du génie. Par le biais d'échanges, les jeunes filles découvriront une réalité jusque-là méconnue; soit la face cachée du génie. Il sera question, entre autres, des applications du génie dans le monde du travail, le travail au quotidien, le cheminement universitaire et ses défis ainsi que et les différents types de génie.

Ordre des ingénieurs du Québec

Les midis du génie

2

140 400 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
Université de Sherbrooke	Projet FORCE (Former, Outiller, Réseauter, Cimentiser, Exposer à des modèles)	Le projet consiste à développer des formations en ligne et en présentiel pour former et outiller les étudiantes et les professionnelles en sciences et en génie (SG) et accompagner leurs milieux d'accueil. Les formations et les outils viseront à améliorer l'intégration et le maintien en emploi des femmes et à favoriser la mixité dans leurs milieux, car les femmes sont encore sous-représentées en SG. Au terme du projet, une conférence professionnelle réunira des femmes, des conférenciers(-ières) et des organisations pour créer un réseautage, former et sensibiliser l'ensemble de ces intervenants(-es) et les exposer à des modèles de femmes en SG.	2	25 593 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et de la condition féminine	Alphabétiser sans sexisme : des outils didactiques et de lecture pour une socialisation et une éducation égalitaires	Le projet vise à sensibiliser les intervenant(e)s en alphabétisation et formation de base à l'influence des stéréotypes sexistes sur les apprenant(e)s. Il permettra de renouveler les ressources didactiques que le CDÉACF met à leur disposition. Une formation et une boîte à outils en ligne développeront leur capacité à créer le matériel nécessaire sans stéréotypes sexistes dans une perspective intersectionnelle. Enfin, un appel d'offre lancé aux groupes d'alphabétisation sollicitant leur expertise pour la production ou la remise à jour d'outils exempts de stéréotypes sexuels sensibilisera à ces enjeux, en plus de permettre la création de nouvelles ressources.	2	75 956 \$
Bien Avec Mon Corps	Déconstruire la pression liée à l'apparence physique chez les jeunes; une fausse croyance à la fois	Le projet consiste en la conception et la diffusion d'une série de 24 capsules vidéo destinées aux jeunes et visant à déconstruire les stéréotypes et les fausses croyances liées à l'apparence physique. Douze des 24 capsules vidéo abordent les fausses croyances liées à l'apparence physique par le biais d'expériences que vivront un groupe de jeunes qui, par la suite, nous partagent leurs réactions et réflexions. Douze autres capsules vidéo prennent la forme de rencontres avec des personnalités connues et appréciées des jeunes qui, à leur tour, nous parlent d'une fausse croyance qui les interpelle ou les choque.	2	47 816 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	-------------------

Selon les recherches disponibles, l'arrivée du premier enfant induit une différenciation sexuelle dans les couples : les femmes réduisent leur implication professionnelle alors que celle des hommes reste constante, et que le travail familial et domestique bascule majoritairement du côté des femmes. Notre projet vise à éclaircir et sensibiliser les facteurs de différenciation des trajectoires féminines et masculines lors de la transition à la parentalité, et à outiller les (futurs) parents, les responsables politiques et les employeurs à ce basculement pour proposer des alternatives plus égalitaires et satisfaisantes pour les femmes et les couples.

Partage équitable des responsabilités familiales : sensibiliser et outiller les (futurs) parents, les pouvoirs publics et les employeurs

Institut national de la recherche scientifique (INRS)

46 690 \$

2

Institut F

En famille pour une éducation non sexiste (FENS)

Le projet « En famille pour une éducation non sexiste » (FENS) consiste à concevoir des outils didactiques portant sur les stéréotypes sexuels et sexistes et sur les droits des femmes, ainsi que des formations de formateur(trice)s s'adressant aux personnes musulmanes intervenant auprès des jeunes et des parents québécois(es) musulman(e)s dans les organismes communautaires musulmans. Les ateliers destinés aux jeunes et aux parents seront testés dans les milieux québécois musulmans de la grande région de Montréal auprès de ces groupes cibles et serviront de base pour la conception et la tenue des formations de formateur(trice)s.

50 260 \$

2

Oxfam-Québec

Jeunes en action contre les stéréotypes sexistes et racistes

Le projet « Jeunes en action contre les stéréotypes sexistes et racistes » mobilisera 10 à 14 jeunes issu(e)s de la diversité à Montréal et dans la MRC de Lotbinière afin de mener deux recherches-actions participatives sur les stéréotypes sexuels, le sexisme et le racisme. Le projet créera du contenu rigoureux tout en apportant une perspective unique, collée aux réalités des jeunes, selon une approche intersectionnelle, en proposant des solutions locales aux enjeux des jeunes des minorités visibles ou sexuelles. Cette démarche de recherche-action s'accompagnera d'ateliers et conférences sensibilisant plus de 1000 jeunes aux stéréotypes nuisibles à l'égalité entre les femmes et les hommes.

140 400 \$

2

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020
Réseau des Femmes d'affaires du Québec	VirtuELLES - Formations pour entrepreneures	<p>Le projet « VirtuELLES » crée 7 matrices pédagogiques qui visent à outiller les entrepreneures dans un format plus flexible et plus accessible, adapté à leur emploi du temps hyperactif et à leurs déplacements à travers le monde. Grâce au format « à distance », les entrepreneures dans les régions éloignées ne seront plus laissées pour compte non plus. Parce que les besoins sont variés, les sujets abordés adresseront plusieurs thématiques : le financement, les missions commerciales, l'accès aux grandes entreprises, la gestion de la croissance, la certification et l'utilisation d'une plateforme spécifique de maillage entre entreprises féminines et grandes entreprises.</p>	2	139 464 \$
Commission de Surf des Neiges du Québec	La série ELLEBOARD	<p>Le nombre d'entraîneuses et d'athlètes féminines au Québec est en baisse constante. Pour vous donner quelques chiffres, seulement 17 % des entraîneurs sont des femmes et 20 % des jeunes athlètes féminines. La série ELLEBOARD est un concept en 2 volets, le premier est d'offrir la formation d'entraîneur spécifiquement aux femmes donné par une formatrice avec des conférences en lien avec leur réalité. Le deuxième volet est de faire des journées d'activités pour filles seulement dans le but de les initier à la compétition dans une atmosphère conviviale. Suite à un projet pilote l'an dernier, les jeunes filles nous ont confirmé être plus à l'aise dans un cadre 100 % féminin.</p>	2	14 040 \$
Regroupement Naissance-Renaissance	Ensemble pour l'égalité et le respect en santé reproductive : outils d'informations sur les violences obstétricales et gynécologiques	<p>Le Regroupement Naissance-Renaissance mettra sur pied, suite à des consultations auprès de groupes concernés, un guide ainsi qu'un portail d'informations sur les violences obstétricales et gynécologiques servant à la fois à sensibiliser la population et à outiller et soutenir les intervenant(e)s communautaires, les professionnel(le)s de première ligne en santé et les autres personnes travaillant auprès des femmes en période périnatale ou ayant des suivis gynécologiques. Pour faciliter l'utilisation du guide d'information sur les violences obstétricales et gynécologiques, des ateliers de formation seront donnés aux groupes et associations concernés à travers le Québec.</p>	2	52 510 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Durée du projet (années)	Montant 2019-2020 \$
-----------	-----------------	-----------------------	--------------------------	----------------------

Clinique Juridique Juripop

#StopLeCybersexisme

#StopLeCybersexisme est une campagne de sensibilisation visant à conscientiser les Québécois à la problématique grandissante du cybersexisme. Cette campagne inclut trois volets : 1) Une activité pédagogique (SAÉ – Situation d'apprentissage et d'évaluation) adressée aux élèves du secondaire 2) Une tournée de ciné-conférences/débats avec le documentaire BACKLASH : Le sexisme à l'ère du numérique dans les institutions postsecondaires, les bibliothèques et centres culturels, les syndicats et les entreprises 3) un site web contenant des capsules vidéos informatives et des ressources pour les victimes de cybersexisme.

2
116 906 \$

P. 71 PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER À DES INITIATIVES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DU Secrétariat à la Condition féminine en 2019-2020. POUR CHACUN, INDIQUER, PAR RÉGION :

A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;

B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;

C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.

Les informations relatives aux projets financés sont fournies en annexe du présent document.

Les projets financés devaient permettre, notamment aux organismes porteurs, de mobiliser des partenaires nationaux, régionaux ou locaux issus des milieux communautaires, institutionnels ou autochtones, afin de mettre leurs ressources financières, matérielles et humaines en commun pour réaliser un projet visant l'atteinte de l'égalité de fait.

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2019-2020
Regroupement Acti-Familles	Parents égaux	2017-2018	3 ans	01-Bas-Saint-Laurent	12 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	01-Bas-Saint-Laurent	30 000 \$
PUAKUTEU, Comité de femmes de Mashteuiatsh	Place aux femmes linuatsh 2020-2022	2019-2020	2 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	105 300 \$
Récif 02 Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean	Femmes et pouvoir +: Au cœur des décisions	2019-2020	2 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	87 113 \$
Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	Campagne sociétale pour contrer la discrimination et les préjugés en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail	2017-2018	1 an	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	15 000 \$
Association des parents-étudiants de l'Université Laval (APÉtUL)	Améliorer la conciliation famille-études : à pas de bébé, à pas de géant	2018-2019	2 ans	03-Capitale-Nationale	19 976 \$
Carrefour jeunesse-Emploi de Portneuf	Équité et diversité	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	36 972 \$
Centre Cyber-Aide	En tant que... Prévenir et contrer les risques d'exploitation sexuelle via les technologies de l'information et de la communication – Phase 2	2017-2018	2 ans	03-Capitale-Nationale	9 000 \$
Centre des femmes de la Basse-Ville	Femmes marginalisées et employabilité	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	69 301 \$
Maison des jeunes La Baraque des Éboulements	Égal-IT: les MDJ en action pour des relations égalitaires!	2019-2020	1 an	03-Capitale-Nationale	16 488 \$
Mères et monde – centre résidentiel et communautaire par et pour jeunes mères	Un papa dans l'équation travail-études-famille !	2018-2019	2 ans	03-Capitale-Nationale	20 000 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	03-Capitale-Nationale	30 000 \$
Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale	Ensemble, avec nos différences	2018-2019	2 ans	03-Capitale-Nationale	20 000 \$
YWCA Québec	Leaders et décisionnelles 2018	2018-2019	2 ans	03-Capitale-Nationale	20 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	04-Mauricie	30 000 \$
Action interculturelles de développement et d'éducation (AIDE)	Équité salariale : 100 % égaux !	2019-2020	1 an	05-Estrie	28 000 \$
CampusBrome-Missisquoi (CBM), Commission scolaire du Val-des-Cerfs et Commission scolaire Eastern Townships	Le DEP : un atout pour l'égalité!	2019-2020	2 ans	05-Estrie	102 960 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Intervention de proximité	2018-2019	1 an	05-Estrie	15 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	05-Estrie	30 000 \$
Autour du bébé	Porter l'Égalité	2018-2019	2 ans	06-Montréal	15 565 \$
Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF)	Campagne d'affichage contre le harcèlement sexuel ciblant les femmes dans les lieux publics (harcèlement de rue)	2017-2018	1 an	06-Montréal	6 139 \$

CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal - Direction régionale de santé publique	Une démarche régionale d'éducation à la sexualité visant la promotion de relations saines et égalitaires entre les jeunes montréalais d'âge scolaire	2017-2018	1 an	06-Montréal	12 000 \$
Espace Go	Chantier féministe des femmes en théâtre	2018-2019	1 an	06-Montréal	7 000 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	2019-2020	2 ans	06-Montréal	80 514 \$
L'Hirondelle	Autonomisation des femmes immigrantes - Par et pour	2017-2018	3 ans	06-Montréal	15 000 \$
Table de quartier de Montréal-Nord (TQMN)	Pas à pas : Montréal-Nord, une communauté engagée vers l'égalité	2019-2020	2 ans	06-Montréal	105 281 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	06-Montréal	30 000 \$
Y des femmes de Montréal (YWCA) (Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal)	Projet d'accompagnement des milieux scolaires pour la diversification des choix de carrières	2018-2019	2 ans	06-Montréal	20 000 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	07-Outaouais	30 000 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Image de la femmes: réalités et perceptions en dialogue	2019-2020	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	50 818 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	09-Côte-Nord	30 000 \$
Administration régionale Baie-James (Entente de partenariat régional - Nord-du-Québec)	Entente de partenariat en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, région du Nord-du-Québec	2017-2018	3 ans	10-Nord-du-Québec	68 800 \$
Comité condition féminine Baie-James	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	10-Nord-du-Québec	30 000 \$
Le Centre Louise-Amélie	Enfant-sillage	2019-2020	2 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35 117 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Des pistes d'intervention pour persévérer dans l'égalité	2017-2018	3 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15 000 \$
Connexion Emploi Ressources Femmes	Outils et expertises	2018-2019	1 an	12-Chaudière-Appalaches	27 357 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Regarde! Tu as le choix!	2017-2018	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	16 480 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Ensemble vers la parité et l'égalité en Chaudière-Appalaches	2019-2020	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	42 678 \$
Bureau de consultation jeunesse	Pour une démarche identitaire sans sexisme	2019-2020	2 ans	13-Laval	84 240 \$
Collège Montmorency	La mixité, ça s'apprend : De l'école jusqu'au marché du travail	2019-2020	1 an	13-Laval	40 000 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	13-Laval	30 000 \$

Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	14-Lanaudière	30 000 \$
Centre d'intégration en emploi Laurentides	La conciliation travail-famille, c'est l'affaire de tous!	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	76 601 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Deux-Montagnes	Fière gestionnaire	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	70 180 \$
Chambre de commerce et d'industrie MRC Deux-Montagnes	Soyez Fière Entrepreneur	2017-2018	3 ans	15-Laurentides	14 787 \$
Fonds communautaire d'accès au micro-crédit	Programme de mentorat de groupe au féminin des Basses-Laurentides	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	8 031 \$
Grands Frères Grandes Sœurs de la Porte du Nord	Partenaires unis pour une socialisation et une éducation égalitaires	2017-2018	3 ans	15-Laurentides	14 229 \$
Réseau des femmes des Laurentides (entente régionale Laurentides)	Entente régionale en égalité	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	120 000 \$
L'Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'œuvre	À ton rythme!	2019-2020	2 ans	16-Montérégie	112 320 \$
Maison de jeunes l'escalier en mon temps	Pornographie : réalité ou fiction?	2018-2019	1 an	16-Montérégie	6 013 \$
Maison des jeunes de Varennes	Alter Égaux	2019-2020	2 ans	16-Montérégie	18 148 \$
Sexualité et Influence\$ (S & 1) de la Table Jeunesse Samuel-de-Champlain/Maison de Jeunes l'Escalier en Mon Temps	Pareil, pas pareil ? : Une éducation aux relations égalitaires et respectueuses	2019-2020	1 an	16-Montérégie	23 411 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Conciliation Emploi-Famille... Plus (CEF+)	2017-2018	3 ans	16-Montérégie	11 500 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec (entente régionale Centre-du-Québec)	Entente régionale en égalité	2019-2020	2 ans	17-Centre-du-Québec	120 000 \$
Accès Travail des Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers d'avenir	2018-2019	2 ans	National	60 000 \$
Agricultrices du Québec	En route vers la mixité	2019-2020	2 ans	National	140 400 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et de la condition féminine	Alphabétiser sans sexisme : des outils didactiques et de lecture pour une socialisation et une éducation égalitaires	2019-2020	2 ans	National	75 956 \$
Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI)	Équité salariale en milieu de travail précaire : éducation populaire auprès de travailleuses d'agences de placement	2019-2020	1 an	National	28 000 \$
Centre Saint-Pierre	La conciliation travail-famille-vie personnelle, un levier pour assurer équitablement la relève dans le milieu communautaire	2017-2018	3 ans	National	14 045 \$
Compétences Québec	Pionnières de la compétence	2019-2020	2 ans	National	27 070 \$
Connexion Emploi Ressources Femmes	Bâtissons l'avenir avec elles Phase 2	2019-2020	1 an	National	40 000 \$
Conseil québécois du loisir	Femmes et filles en loisir : Égalité en jeu	2019-2020	2 ans	National	70 200 \$
Égale Action	Pour l'avancement du leadership féminin en sport!	2017-2018	3 ans	National	15 000 \$
Équilibre	Promouvoir une représentation saine et diversifiée du corps auprès de l'industrie de l'image et des Québécois.es	2018-2019	2 ans	National	20 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	2019-2020	1 an	National	70 400 \$

GFPD - Club politique	Club politique féminin, phase 2	2018-2019	1 an	National	81 622 \$
Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre	Pour des pratiques éducatives égalitaires qui favorisent une image corporelle positive à la petite enfance	2018-2019	2 ans	National	20 000 \$
Institut national de la recherche scientifique (INRS)	Partage équitable des responsabilités familiales : sensibiliser et outiller les (futurs) parents, les pouvoirs publics et les employeurs	2019-2020	2 ans	National	46 690 \$
La Gouvernance au Féminin	Certification parité pour les PME	2018-2019	1 an	National	5 912 \$
Les Elles de la construction	Projet d'intégration des femmes immigrantes ou issues de minorités culturelles dans l'industrie de la construction	2018-2019	2 ans	National	15 000 \$
Mentorat Québec (incluant bonification)	Accélérateur de programmes de mentorat pour secteurs à prédominance masculine	2018-2019	3 ans	National	82 000 \$
Options sans limite	Option'Elle	2018-2019	2 ans	National	30 000 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	Les midis du génie	2019-2020	2 ans	National	140 400 \$
OSEntreprendre	L'aventure entrepreneuriale de femmes inspirantes	2018-2019	2 ans	National	16 000 \$
Oxfam-Québec	Jeunes pour la parité!	2017-2018	3 ans	National	15 000 \$
Regroupement Naissance- Renaissance	Ensemble pour l'égalité et le respect en santé reproductive : outils d'informations sur les violences obstétricales et gynécologiques	2019-2020	2 ans	National	52 510 \$
Réseau des Femmes d'affaires du Québec (RFAQ)	Formations femmes entrepreneures concernant les appels d'offres publics	2019-2020	1 an	National	40 000 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	National	30 000 \$
Université de Sherbrooke	Projet FORCE (Former, Outiller, Réseauter, Cincientiser, Exposer à des modèles)	2019-2020	2 ans	National	25 593 \$
Y de Montréal	Notre pouvoir c'est d'agir contre la publicité sexiste	2019-2020	2 ans	National	72 932 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	Bas-Saint-Laurent : Terre d'égalité	2017-2018	3 ans	01-Bas-Saint- Laurent	15 000 \$
Escale Centre-Ville secteur St- Félicien inc.	Égax en amour... en route vers l'épanouissement !	2018-2019	1 an	02- Saguenay-Lac- Saint-Jean	6 000 \$
Récif 02 - Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac- Saint-Jean	Pour une région sans stéréotypes	2017-2018	3 ans	02- Saguenay-Lac- Saint-Jean	13 101 \$
Récif-02	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	02- Saguenay-Lac- Saint-Jean	30 000 \$
Accès Transports viables - regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	Campagne de sensibilisation sur les besoins des femmes en matière de mobilité	2019-2020	2 ans	03-Capitale- Nationale	62 482 \$

Ligue des droits et libertés - Section de Québec	Mobilisation pour l'égalité réelle et contre les stéréotypes sexistes et racistes	2017-2018	1 an	03-Capitale-Nationale	4 000 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale	Entreprises nouveau genre	2017-2018	3 ans	03-Capitale-Nationale	15 000 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	Déconstruire les clichés	2018-2019	2 ans	03-Capitale-Nationale	19 002 \$
YWCA Québec	Parlons égalité avec les filles immigrantes	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	49 140 \$
Carrefour d'aide aux non-syndiqués inc.	L'équité salariale, j'y vois!	2019-2020	1 an	04-Mauricie	11 490 \$
Centre de santé des femmes de la Mauricie	Les TROIS Sœurs unies pour l'égalité	2019-2020	2 ans	04-Mauricie	36 283 \$
Maison des jeunes Niwitcewakan-wapi	Ocki Eskweok	2017-2018	1 an	04-Mauricie	8 400 \$
Actions interculturelles de développement et d'éducation	Pour en finir avec le plafond de béton	2019-2020	2 ans	05-Estrie	49 148 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	L'équité salariale : Une loi, un droit !	2019-2020	1 an	05-Estrie	28 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Libre Accès - En route vers une société égalitaire : lutter ensemble contre les stéréotypes sexuels	2017-2018	2 ans	05-Estrie	20 000 \$
Concertation femmes Estrie (entente régionale Estrie)	Entente régionale en égalité	2019-2020	2 ans	05-Estrie	120 000 \$
Fédération des Communautés Culturelles de l'Estrie (FCCE)	La culture égalitaire femmes\ hommes dans un contexte Québécois	2019-2020	2 ans	05-Estrie	69 896 \$
Alternative Naissance	Les Zines d'Alternative Naissance	2017-2018	2 ans	06-Montréal	15 130 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes (CACI)	À parts égales	2017-2018	3 ans	06-Montréal	14 195 \$
Centre d'Encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI)	Égalité, affaire des conjointes et conjoints	2018-2019	1 an	06-Montréal	15 000 \$
CooPÈRE Rosemont	Équitage : de l'équilibre et du partage des responsabilités familiales (Pour une parentalité partagée)	2017-2018	3 ans	06-Montréal	10 570 \$
Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal (FOHM)	À l'abri des courants d'air : cesser de faire tourner la porte et trouver la sécurité dans le logement social et communautaire	2017-2018	2 ans	06-Montréal	20 000 \$
Fonds Ville-Marie	Inspirez la relève, un stage à la fois	2019-2020	2 ans	06-Montréal	95 940 \$
Mères avec pouvoir Montréal	Au cœur - Implantation d'un relais-père	2017-2018	3 ans	06-Montréal	13 600 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Communauté de pratique : santé des femmes, pauvreté et discrimination	2018-2019	2 ans	06-Montréal	15 521 \$
Y des femmes de Montréal (YWCA)	La diversification des choix de carrière dès le primaire	2017-2018	3 ans	06-Montréal	15 000 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	2019-2020	2 ans	07-Outaouais	140 400 \$
L'Antre-Hulloises Inc.	Les Cyberbranchés sur l'égalité	2017-2018	3 ans	07-Outaouais	15 000 \$
L'Antre-Hulloises Inc.	Parcours vers l'autonomie des femmes en Outaouais	2019-2020	2 ans	07-Outaouais	98 224 \$
Maison de la famille Vallée-de-la-Gatineau	Ressource humaine en image corporelle saine et diversifiée	2016-2017	2 ans	07-Outaouais	4 900 \$
Option Femmes Emploi	La conciliation travail/famille dans les entreprises: un enjeu pour tous!	2017-2018	1 an	07-Outaouais	13 705 \$
Soupe populaire de Hull Inc.	Accompagnement des femmes vers l'égalité	2017-2018	3 ans	07-Outaouais	12 915 \$
C.A.P.A.S. de l'Abitibi-Ouest	Outil pour socialiser	2019-2020	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	53 071 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Réseau de femmes élues en Abitibi-Témiscamingue	2017-2018	3 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	11 123 \$

Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	30 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	30 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Des pistes d'intervention pour persévérer dans l'égalité au secondaire, dans les communautés anglophones et autochtones	2018-2019	2 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	20 000 \$
Connexion Emploi Ressources Femmes	Création d'une plateforme virtuelle rendant disponible des outils pour contribuer à accroître la présence des femmes dans les secteurs de la construction et les secteurs d'avenir	2018-2019	1 an	12-Chaudière-Appalaches	21 598 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	12-Chaudière-Appalaches	30 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches (entente régionale : Chaudières-Appalaches)	Entente régionale en égalité	2019-2020	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	120 000 \$
Collège Montmorency	Femmes inspirantes	2019-2020	2 ans	13-Laval	66 830 \$
Ville de Laval (Entente de partenariat régional - Laval)	Entente régionale en égalité	2018-2019	3 ans	13-Laval	75 000 \$
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Femmes en action	2019-2020	2 ans	14-Lanaudière	86 226 \$
Réseau des Femmes Élues de Lanaudière	Histoires d'Élues	2018-2019	2 ans	14-Lanaudière	12 000 \$
La Porte de l'Emploi Thérèse-de-Blainville	ExceptionnELLES	2017-2018	2 ans	15-Laurentides	20 000 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	15-Laurentides	30 000 \$
Centre des femmes de Longueuil	Diversité au féminin : réduire les marges, ensemble vers l'égalité!	2017-2018	3 ans	16-Montérégie	13 024 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	Femmes égalité en affaires	2017-2018	3 ans	16-Montérégie	12 936 \$
Maison des jeunes de Varennes	Alter-Égaut	2017-2018	1 an	16-Montérégie	7 582 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	16-Montérégie	30 000 \$
Partance centre d'emploi pour femmes	L'équité salariale, ça nous concerne toutes!	2019-2020	1 an	17-Centre-du-Québec	28 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec (TCMFCQ)	Moins de sexisme plus d'égalité	2018-2019	2 ans	17-Centre-du-Québec	20 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	Poursuite et bonification du soutien financier consacré aux tables de concertation régionales de groupes de femmes	2017-2018	4 ans	17-Centre-du-Québec	30 000 \$
Accès Travail des Femmes	Mobilisons les entreprises	2018-2019	2 ans	National	10 000 \$

Agricultrices du Québec	Agricultrices et instances syndicales agricoles	2017-2018	3 ans	National	15 000 \$
Association des Femmes en finances du Québec	AFFQ : Accompagner, retenir et propulser vers la parité	2019-2020	2 ans	National	88 800 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas)	Le travail invisible, ça compte!	2019-2020	3 ans	National	140 400 \$
Bien Avec Mon Corps	Déconstruire la pression reliée à l'apparence physique chez les jeunes; une fausse croyance à la fois	2019-2020	2 ans	National	47 816 \$
Cendre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes (CEJFI)	Équité salariale face à l'intersectionnalité : Parcours de travailleuses immigrantes et non syndiquées	2019-2020	1 an	National	28 000 \$
Centre Sino-Québec de la rive-sud	Campagne de sensibilisation à l'équité salariale des travailleuses immigrantes d'origine asiatique	2019-2020	1 an	National	28 000 \$
CIAFT	Service d'accompagnement en équité salariale pour les travailleuses non syndiquées	2018-2019	2 ans	National	19 000 \$
Clinique Juridique Juripop	#StopLeCybersexisme	2019-2020	2 ans	National	116 906 \$
Commission de Surf des Neiges du Québec	La série ELLEBOARD	2019-2020	2 ans	National	14 040 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	L'équité salariale : un droit fondamental	2019-2020	1 an	National	28 000 \$
Égale action	Conversation 2020 – Femmes et sports	2019-2020	1 an	National	99 680 \$
GFPD - Formations	Opération élections municipales 2021	2019-2020	2 ans	National	84 478 \$
Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre	Favoriser une image corporelle positive afin de lutter contre les stéréotypes sexuels	2017-2018	3 ans	National	15 000 \$
Institut F	En famille pour une éducation non sexiste (FENS)	2019-2020	2 ans	National	50 260 \$
Le Jalon	L'autonomisation économique des femmes immigrantes	2018-2019	2 ans	National	50 000 \$
Les Elles de la construction (possibilité de financer via SNMO)	Intégration, maintien et avancement de femmes professionnelles issues de l'immigration au sein d'un milieu traditionnellement masculin, la construction.	2019-2020	2 ans	National	69 000 \$
L'R des centres de femmes	Justice à l'ère du #MoiAussi	2019-2020	1 an	National	10 250 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	Ambassadrices de la profession du génie	2018-2019	2 ans	National	20 000 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	Programme de mentorat pour les filles en génie (PMFG)	2018-2019	2 ans	National	20 000 \$
Oxfam-Québec	Jeunes en action contre les stéréotypes sexistes et racistes	2019-2020	2 ans	National	140 400 \$
Réseau des Femmes d'affaires du Québec	Virtu'ELLES - Formations pour entrepreneures	2019-2020	2 ans	National	139 464 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec (BAPE)	Femmes et environnement	2019-2020	2 ans	National	120 000 \$
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes	La Vie en ROUGE	2019-2020	2 ans	National	112 320 \$
Sexplique	Parents égaux	2017-2018	3 ans	National	15 000 \$

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)	Soutenir l'intervention auprès des filles et des femmes affectées par les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) au Québec : des outils à l'intention des communautés, des professionnels et des organisations	2019-2020	1 an	National	75 867 \$
Université de Montréal - Parité sciences	La parité en science par effet papillon	2019-2020	1 an	National	80 000 \$
YWCA Québec	Kaléidoscope	2017-2018	3 ans	National	45 000 \$

La réforme du droit de la famille est sous la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ). Le Secrétariat à la condition féminine suit de près les travaux du MJQ concernant notamment le statut légal des conjoints de fait. Le Secrétariat à la condition féminine accompagne le MJQ dans l'application de l'analyse différenciée selon les sexes dans les travaux de réforme du droit de la famille.

PQ (MJQ)-72 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2019-2020;
- B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2019-2020;
- C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2019-2020;
- D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2020-2021;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

Les mesures en violence conjugale et familiale pour les Premières nations et les Inuits sont intégrées dans le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits* (PAGDSPNI). Depuis juin 2018, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) coordonne, avec la collaboration du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), une démarche de travail collaborative en matière de violence conjugale et familiale avec huit organisations autochtones. Cette démarche vise à déterminer, conjointement, de nouvelles mesures dans ce domaine qui seront spécialement consacrées aux Premières Nations et aux Inuits et intégrées au PAGDSPNI.

Dans le but de permettre à des initiatives concrètes de se réaliser durant les travaux de la démarche collaborative, le SCF a conclu, en mars 2020, 2 ententes et 4 avenants concernant l'entente de partenariat « Sensibilisation et la prévention à la violence conjugale et familiale en milieu autochtone ». En 2019-2020, ces ententes représentent un investissement total de 2 315 000 \$:

- une entente de 500 000 \$ avec Femmes autochtones du Québec;
- une entente de 100 000 \$ avec le conseil de bande de la Nation Naskapi de Kawawachikamach;
- un avenant de 350 000 \$ avec le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ);
- un avenant de 90 000 \$ avec le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA);
- un avenant de 475 000 \$ avec l'Association des femmes cries de Eeyou Istchee (AFCEI);
- un avenant de 800 000 \$ avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador.

Les travaux entourant la réforme du droit de la famille (incluant le volet de la gestation pour autrui) sont sous la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ). Le Secrétariat à la condition féminine suit les travaux et a accompagné le MJQ dans l'application de l'analyse différenciée selon les sexes.

